

# Economie des conventions et théorie de la régulation

## Les enseignements d'une comparaison

### Résumé

*L'objet de cet article est de rapprocher deux programmes de recherche en économie essentiellement français, celui de l'école de la régulation (TR) et celui de l'économie des conventions (EC). On compare leurs objets et leurs résultats. Les points de départ sont tout à fait différents, ce qui exclut toute confrontation des premiers résultats (EC1 et TR1). Les trajectoires de ces deux programmes convergent ensuite sur un même objet : les institutions. La confrontation scientifique devient alors possible. Elle rend manifeste que l'on est en présence de propositions divergentes concernant cet objet (EC2 et TR2). On se préoccupe ensuite de positionner les trajectoires en question dans le champ des institutionnalismes, sur la base d'une topologie de ce champ. Cela conduit à défendre l'idée que ces divergences révèlent surtout une certaine complémentarité : on peut les voir comme le résultat d'une division du travail, consistant à traiter ici des conventions assurant la coordination d'acteurs et là des règles de droit codifiées – les lois et les conventions collectives étendues par la puissance publique – arbitrant des conflits sociaux et conçues comme des compromis politiques. Si cette division du travail s'est avérée utile un temps, elle est maintenant préjudiciable, parce qu'elle conduit à des limites de part et d'autre. Elle doit être dépassée au profit d'une analyse conséquente de l'articulation entre conventions et règles de droit en institutionnalisme historique.*

### Mots-clés

*Convention, institution, rationalité, règle, signification, justification.*

**Classement JEL :** A13, B40, B50, H00, P10.

### Bernard Billaudot

LEP II-CNRS-UPMF-  
Grenoble, France  
(Bernard.billaudot@upmf-  
greonble.fr)

(1) En principe, le sigle devrait être ER, mais la pratique courante est de parler de la Théorie de la régulation (TR), au même titre que l'on parle de la théorie néoclassique au sens large (c'est le regroupement d'un ensemble de théories au sens précis du terme).

(2) Le travail fondateur est la thèse de Michel Aglietta (1974) sur les Etats-Unis, reprise dans (Aglietta, 1976). L'ouvrage qui présente une synthèse de la première génération de travaux est celui de Robert Boyer (1986).

Un profond renouvellement de la science économique est intervenu au-delà des années soixante. A ce titre, deux programmes de recherche qualifiés d'hétérodoxes ont vu le jour en France, celui de *l'école de la régulation* (TR) (1) qui se constitue dans la seconde moitié des années soixante-dix (2) et celui de *l'économie des conventions* (EC) dont l'acte fondateur collectif se situe à la fin des années quatre vingt en rassemblant des travaux réalisés

(3) L'acte fondateur officiel est le numéro spécial de *la Revue économique*, volume 40, numéro 2, mars 1989 : « L'économie des conventions ». Dans l'introduction de *Analyse économique des conventions* (1994), André Orléan retient qu'« on pourrait situer la date de naissance de cette communauté de recherche à la Table-ronde INSEE-CNRS, organisée les 22-23 novembre 1984, sur les outils de gestion du travail » (1994 : 13-14), (2004 : 53-54). Cette table ronde est celle qui a conduit à l'ouvrage édité par Salais et Thévenot (1986).

(4) Cette comparaison prend notamment appui sur les récents entretiens réalisés par la revue marocaine *Critique économique*, animée par Nouredine el Aoufi, des deux principaux représentants de ces programmes, Olivier Favereau pour l'EC (n° 12, Hiver-printemps 2004) et Robert Boyer pour la TR (n° 15, Printemps 2005). L'intérêt de tels entretiens est 1) la liberté de ton qui caractérise ce genre ; 2) le fait que chacun est invité à présenter le programme, dont il est l'un des principaux contributeurs, en mettant en exergue son unité, sans toutefois effacer certains débats internes.

dans les années qui précèdent (3). On se propose de comparer leurs objets et leurs résultats et de faire ainsi ressortir leurs *convergences* et leurs *divergences* (4). En raison des évolutions qui se sont manifestées au sein de ces deux programmes, cette comparaison est menée en distinguant trois étapes.

On commence par montrer que les points de départ de ces deux programmes sont tout à fait différents et qu'en conséquence les premiers travaux réalisés de part et d'autre conduisent à des résultats dont la comparaison ne peut relever de la confrontation (Partie 1). La seconde étape prend acte du fait que les trajectoires suivies d'un côté et de l'autre convergent au-delà des années quatre vingt-dix sur un même objet : les institutions. La confrontation scientifique devient alors possible. Elle rend manifeste que l'on est en présence de propositions divergentes concernant cet objet (Partie 2). La troisième étape est relative à l'avenir. Sur la base d'un positionnement des trajectoires passées de l'EC et de la TR dans le champ des institutionnalismes, on défend l'idée que ces divergences révèlent surtout une certaine complémentarité : on peut les voir comme le résultat d'une division du travail, consistant à traiter ici de la *coordination* par des conventions et là de l'arbitrage politique de *conflits* sociaux par des lois et conventions collectives étendues par la puissance publique. Si cette division du travail s'est avérée utile un temps, elle doit être dépassée au profit d'une analyse conséquente de l'articulation entre conventions et règles de droit en institutionnalisme historique (Partie 3).

## 1. Deux points de départ totalement distincts n'offrant pas de terrain commun de confrontation scientifique

Un programme de recherche (au sens de Lakatos) se caractérise au départ par la conjonction de deux éléments : 1. une question à laquelle une théorie de référence ne répond pas de façon satisfaisante et 2. un ensemble d'hypothèses retenues pour répondre à cette question. Certaines de ces hypothèses font partie de celles qui sont constitutives de la théorie de référence en question ; elles relèvent ainsi de la continuité. D'autres au contraire sont nouvelles ; elles marquent une *rupture*. Le travail réalisé sur la base de ces hypothèses débouche sur une première réponse relativement consistante à la question posée, la nouveauté de cette réponse étant la conséquence de cette rupture. Cela ne veut pas dire que tous les travaux réalisés au sein du programme de recherche s'entendent sur tout, seulement qu'ils convergent sur un résultat partagé : une réponse « commune » à la question posée au départ. Il s'agit de la première étape de tout programme de recherche digne de ce nom.

La comparaison entre deux programmes de recherche au titre de cette première étape a le statut d'une *confrontation* lorsqu'ils ont un terrain d'investigation commun – on confronte alors leurs hypothèses respectives et leurs résultats. Si non, on doit se contenter d'une simple comparaison portant sur des considérations tout à fait générales (épistémologiques et/ou

méthodologiques), et on se demande seulement si les deux programmes en question sont, ou non, complémentaires.

S’agissant du couple EC/TR, il n’y a pas initialement de terrain d’investigation commun. Cela ressort d’un rapprochement de leurs points de départ respectifs. Les résultats de la première étape sont tout à fait distincts. Leur simple comparaison conduit certains à formuler l’hypothèse d’une complémentarité.

1.1. Les points de départ respectifs de l’EC et de la TR

Les principales caractéristiques des points de départ respectifs de l’EC et de la TR, selon la grille d’analyse rappelée ci-dessus, peuvent être synthétisées dans un tableau (voir tableau 1).

Tableau 1  
Deux programmes de recherche distincts

	Economie des conventions (EC)	Théorie de la régulation (TR)
La question initiale	Comment des acteurs autonomes peuvent-ils se coordonner ? C’est une question à la fois théorique et d’ordre microéconomique, au sens néoclassique du terme.	Comment expliquer la longue croissance d’après guerre et son épuisement dans la stagflation ? C’est une question à la fois empirique et d’ordre macroéconomique, au sens keynésien du terme.
La théorie de référence qui ne répond pas (ou répond mal) à cette question	La théorie néoclassique standard étendue qui consiste à appréhender de façon réaliste la question de la coordination marchande (prise en compte de l’incertitude) en conservant l’hypothèse relative à la logique d’action des individus (rationalité instrumentale-calculatoire) (note a1).	<i>La théorie marxiste orthodoxe</i> de l’époque, c’est-à-dire la théorie du capitalisme monopoliste d’Etat (note b1).
Ce qui est conservé de la théorie de référence	L’action économique reste pensée comme étant celle qui va au devant d’un désir d’utilité (note a2).	Le capitalisme reste pensé comme une structure faite de rapports sociaux qui lui sont propres (note b2).
Le point de rupture avec cette théorie (on ne peut répondre à la question initiale si on ne fait pas cette rupture)	La rationalité de l’individu ne préexiste pas à la coordination ; elle se forme dans la solution de coordination (note a3).	Les règles et institutions juridiques ne sont pas un simple habillage de rapports économiques préexistants ; au contraire, elles leur permettent d’être conçus et de se développer (note b3).

## Notes relatives au point de départ de l'EC

**Note a1.** A l'amont, la théorie de référence est bien sûr la théorie de l'équilibre général (modèle Arrow-Debreu). Mais cette théorie standard du marché pose problème (on ne peut démontrer que l'équilibre est stable) et elle a été elle-même critiquée de l'intérieur, à commencer par Arrow (1973, 1974) : la prise en compte de l'*incertitude* oblige à se préoccuper de la *coordination* des individus concernant leurs croyances (5). De nouvelles théories voient le jour, relevant de ce qui est qualifié de Théorie standard étendue (TSE) dans (Favereau, 1989). La problématique qui en est constitutive est de traiter de la coordination, marchande ou non marchande, en conservant l'hypothèse néoclassique en matière de rationalité (rationalité instrumentale-calculatoire, dite substantielle). L'EC considère que cette problématique « étendue » échoue (ou va échouer) à comprendre la coordination, donc à fournir une théorie expliquant l'émergence et la dynamique des règles institutionnelles à partir de l'action d'individus libres (au sens d'économiquement rationnels). C'est avant tout une composante particulière de la TSE, l'analyse stratégique de l'émergence des règles fondée sur la théorie des jeux, qui est visée ; en l'occurrence, les travaux de D. Lewis (1969) et de T. Schelling (1960) qui introduisent la notion de convention (un standard ou régularité de comportement). L'EC reconnaît l'apport de cette analyse stratégique, en tant qu'elle met en évidence les défauts de coordination (multiplicité des équilibres, sous-optimalité de l'équilibre) et fait voir à la fois l'intérêt pour des individus de se coordonner et la nécessité pour surmonter ces défauts d'une institution mettant en jeu une « croyance commune » (un accord collectif sur l'adoption d'une règle de comportement commune) ; mais elle échoue à rendre compte de l'émergence de la convention : la question du « sens » des règles demeure inaccessible à l'analyse stratégique. L'EC se préoccupe de conduire (à l'image de la mouche du coche de la fable de La Fontaine) les économistes de la TSE à se rendre compte que, pour ce faire, leur langage « est totalement inapproprié » (F : 143)(6). Il paraît nécessaire d'élargir le cadre habituel de la rationalité économique.

**Note a2.** Cet élargissement n'est pas un abandon. L'EC conserve la délimitation néoclassique, dite formelle (Polanyi, 1986), de l'objet de la science économique. Ainsi, R. Salais dans la Présentation de « *Institutions et conventions* » (1998) réaffirme que « l'optimalité de la relation entre les moyens et la fin selon un principe d'économie définit le domaine de l'économie en tant que science sociale » (p. 11), en considérant alors « l'action économique comme une action qui vise, dans la situation dans laquelle elle est prise, à s'ouvrir des possibilités » et en se demandant « quel principe d'économie la possibilité noue-t-elle dans l'action entre la fin et les moyens ? » (p. 7). Il s'agit de ce que les membres de l'EC appellent l'entrée *économique* dans l'EC. Notons qu'il y a aussi une entrée *sociologique* (7).

(5) On peut se référer à (Postel, 2003) pour une présentation synthétique de l'apport critique de Arrow ainsi que des analyses positives développées dans la brèche qu'il a ouverte, les deux principales étant la théorie des coûts de transaction (Williamson) et l'analyse stratégique de l'émergence des règles mobilisant la théorie des jeux.

(6) Ici, comme dans la suite, on note ainsi la référence à l'entretien d'Olivier Favereau paru dans *Critique économique* (voir note 4 supra).

(7) Cette entrée sociologique, qui tient à la coopération d'économistes et de sociologues dès les premiers travaux de l'EC (Boltanski et Thévenot, 1987), est le pendant de l'entrée économique : elle revient à pointer l'incapacité de la sociologie durkheimienne à rendre compte des défauts de la reproduction sociale. Cette sociologie « met en scène une société dont les membres partagent des représentations collectives et sont tenus de prendre en compte des normes sociales et des règles de conduite dans leurs agissements [...] en sorte que la notion d'action ne peut être préservée que par le recours à des

**Note a3.** L'homme n'est plus vu comme une machine à calculer *qui ne parle pas* avec ceux avec lesquels il est en interaction stratégique (au sens de la théorie des jeux). C'est un « *homo interpretans* » (F : 143) se référant à une représentation sociale ; il interprète la situation dans laquelle il se trouve à l'aide de cette représentation. C'est un « animal politique » (Aristote) préoccupé d'éthique. La rationalité devient une rationalité située : elle est fonction de la situation dans laquelle se trouve l'individu et peut changer d'une situation à l'autre. Cette situation met en jeu des outils, qui sont des médiateurs dans la coordination. On ne peut comprendre cette dernière sans prendre en compte ces outils, leurs mises en forme.

### Notes relatives au point de départ de la TR

**Note b1.** Cette théorie défend la position selon laquelle l'intervention de l'Etat en faveur des monopoles permet de *reporter* la crise finale du capitalisme ouverte dès le début du vingtième siècle, la version de cette théorie prise en considération par la TR étant celle dite du capitalisme monopoliste d'Etat (CME) qui est développée en France par les économistes du Parti communiste français (1971). On ne peut alors expliquer, *dans un même mouvement*, le retour d'une forte croissance durable après la Seconde Guerre mondiale et son épuisement à partir de la fin des années soixante. En effet, la théorie du CME prend comme une *donnée* inexpliquée ce qui a été un facteur déterminant de la croissance, à savoir une forte remontée du taux général de profit au début de la période en revue, pour expliquer *ensuite* son épuisement à l'aide de la loi de baisse tendancielle de ce taux, énoncée par Marx, en retenant alors que l'intervention de l'Etat évite au moins pendant un certain temps qu'elle atteigne le capital monopoliste.

**Note b2.** La vision marxienne de l'économie d'une société n'est pas abandonnée. Ainsi, les économies nationales étudiées sont considérées comme des entités dans lesquelles la production et la répartition des richesses relèvent principalement du capitalisme entendu comme un mode de production – mode dont l'existence tient à un système de trois rapports sociaux : le rapport marchand (ou la monnaie si on préfère) qui n'est pas spécifique à ce mode de production, plus deux rapports qui le sont, le rapport capital/travail et le rapport de concurrence entre les fractions de capital promues à l'autonomie. Le rapport marchand est le rapport (M-A-M) ; il *contient* la monnaie permettant la dissociation de l'échange en deux opérations monétaires distinctes ; il n'est pas spécifique au mode de production capitaliste puisqu'il est commun à la petite production marchande et à ce mode. Le rapport capital/travail préside à la production de la plus-value et le rapport de concurrence, entre les fractions du capital promues à l'autonomie, préside à la répartition entre elles de la plus-value globale produite.

**Note b3.** Si on conserve le point de vue marxiste courant, on ne peut comprendre qu'une même infrastructure capitaliste puisse se traduire par

mécanismes d'intériorisation » (Livet, Thévenot, 1994 : 140). On le voit notamment avec l'habitus de Bourdieu. Or les règles ne sont que « des procédures de traitement des conflits d'interprétation [...], non des déterminants de l'action immédiate » (*idem.*, p. 145) et, s'agissant de comprendre cette interprétation des règles par l'individu, on ne peut faire comme si « les justifications des acteurs sont tenues pour des illusions trompeuses quant à la nature véritable de leurs actes », (p. 141). Concernant le dialogue et la convergence des deux entrées, voir notamment (Orléan, 1994, 2004) et (Bessy, Favereau, 2003).

(8) Voir, pour les Etats-Unis, (Aglietta, 1974) et pour la France (Cepremap, 1977).

des formes d'organisation tout à fait différentes, comme on peut le constater aussi bien pour les Etats-Unis que pour la France lorsqu'on compare les formes d'organisation de l'économie d'avant la grande crise de l'entre-deux-guerres et celles qui se sont imposées au sortir de la Seconde Guerre mondiale (8). Cela implique de faire une place explicite à l'Etat (au sens large, y compris le juridique) en considérant qu'il se situe « à côté » au lieu de s'édifier « sur » l'économie, c'est-à-dire qu'il dispose d'une relative autonomie vis-à-vis de ce dernier. En conséquence, les formes que prennent les rapports sociaux (constitutifs du capitalisme) peuvent être différentes dans l'histoire ou d'une nation à l'autre. Ce sont ces formes qui déterminent les conditions de l'accumulation du capital.

## La comparaison des points de départ : l'absence de points communs

Lorsqu'on met en rapport les points de départ des deux programmes (EC et TR), la conclusion qui s'impose immédiatement est qu'ils n'ont aucun point commun : ils ne se posent pas la même question et ne retiennent pas la même théorie de référence. On ne peut faire état d'un lien de filiation entre la TR et l'EC, comme semble le retenir François Dosse (9). En conséquence, il n'y a *pas de confrontation scientifique possible entre eux*. Seule une simple *comparaison* est envisageable.

(9) Dans l'ouvrage pris en compte (1995), F. Dosse traite de l'émergence d'un nouveau paradigme en science sociale : « Ce tournant pragmatique accorde une position centrale à l'action dotée de sens, réhabilite l'intentionnalité et les justifications des acteurs dans une détermination réciproque du faire et du dire. » (p. 12) Il passe en revue les divers courants qui en sont constitutifs. A ce titre, il consacre un chapitre à l'économie des conventions. Il analyse alors la TR comme une première tentative de sortir du structuralisme : « Les régulationnistes ont permis de dynamiser la structure et de réintégrer les agents de l'économie, les hommes qui étaient envisagés jusque-là comme simples supports de logiques structurelles.[...] Ils ont eu le mérite, à une époque où l'on pratiquait

### 1.2. Les résultats de la première étape

On qualifie de EC1 et TR1 les résultats « communs » établis de part et d'autre au début des années quatre-vingt-dix, la première étape ainsi prise en compte pour la TR allant bien au-delà des premiers travaux des années soixante-dix. On les présente tout à fait distinctement, puisqu'il n'y a pas de confrontation possible.

#### L'EC1

La principale proposition de l'EC1 concerne la coordination : « On ne peut pas coordonner sans coordonner les représentations » (F : 131). On ne doit donc pas se contenter de la notion courante de convention, comme type particulier de règle (les usages, les savoirs vivre, les règles de circulation) dont la caractéristique essentielle est que « personne ne se charge de l'exécution et du maintien de ces conventions » (F : 129). On ne peut donc s'en tenir au concept du philosophe David Lewis qui repose sur l'idée d'un *commun knowledge*. Ces règles-conventions doivent être qualifiées de « conventions 2 ». Elles ne s'imposent que parce qu'elles reposent sur des « conventions 1 », c'est à dire dans chaque cas sur une *convention constitutive* d'un monde *commun* partagé (la représentation commune qui sert à interpréter). Une telle convention constitutive est un *objet collectif*.

Ainsi, dans le texte fondateur de l'EC (10), il est dit que « les recherches réunies dans ce numéro ont en commun de développer l'hypothèse inverse [de celle de l'analyse néoclassique] en considérant que l'accord entre des individus, même lorsqu'il se limite au contrat d'un échange marchand, n'est pas possible sans un cadre commun, sans une *convention constitutive* » (p.142, souligné par nous). En ajoutant que « l'extension du champ couvert par la théorie économique suppose qu'elle puisse rendre compte de crises et de rapports critiques entre acteurs, tout en analysant les possibilités de coordination et d'équilibre. Une convention est une régularité qui a sa source dans les interactions sociales mais qui se présente aux acteurs *sous une forme objectivée*. [...] Comme le suggère bien le champ sémantique du terme « convention », qui désigne le dispositif constituant un accord de volontés *tout comme* son produit, doté d'une force normative obligatoire, la convention doit être appréhendée à la fois comme le résultat d'actions individuelles et comme un cadre contraignant les sujets » (p. 145, souligné par nous). Précisons que, dans ce texte, le « dispositif constituant » est la « convention 1 » et « son produit », la « convention 2 ».

Ainsi, une convention (une règle-convention de type 2, dotée de sa convention de type 1 qui préside à son existence ou encore à son institution) n'est pas une routine, au sens de la théorie évolutionniste. Une routine est une habitude qui a été incorporée, qui est acquise par apprentissage et « qui nous permet d'économiser des ressources cognitives » (F : 134). Une convention est *plus* qu'une routine, parce qu'il y a dans « convention » « l'idée de coordination avec autrui comme il y a une autre dimension qui est fondamentalement réflexive » (F : 134). En effet, « nous consacrons énormément de temps, individuellement et collectivement, à discuter, critiquer, modifier les conventions auxquelles nous nous conformons ou ne nous conformons pas » (*idem*).

La seconde proposition est qu'il y a une *pluralité* de mondes communs possibles : dans n'importe quel contexte de coordination, il y a plusieurs solutions de coordination possibles. Il y a donc plusieurs façons de rendre compatibles l'intérêt et la justice (au sens éthique) ; autrement dit, de juger du caractère *équitable* d'un accord présentant un intérêt pour les parties qui ainsi se coordonnent. Tel est du moins le cas dans une société démocratique, c'est-à-dire « une société dans laquelle s'exerce de façon institutionnelle une certaine forme d'esprit critique sur les gouvernements en place » (F : 139). On peut encore dire qu'il y a une *pluralité* de formes d'actions justifiées.

Le principal travail en la matière est l'ouvrage de Boltanski et Thévenot *De la justification*. (1991)(11). Ces derniers y définissent le concept de cité. C'est un ordre justifié qui repose sur un « lien social capable de connecter les personnes à un bien commun » (1991 : 63) et dont les principes constitutifs sont au nombre de six ; à chaque cité sa convention constitutive qui préside à un classement (un ordre des grandeurs) des

la théorie du reflet, de complexifier le rapport entre infrastructure et superstructure afin de donner à cette dernière toute son épaisseur. » (p. 282) Et il considère que « c'est dans la *filiation* de ce courant hétérodoxe qu'est né ce que l'on peut qualifier d'école des conventions » (p. 282, souligné par nous). Il note toutefois peu après que, pour Laurent Thévenot, l'EC « est un mouvement de rupture par rapport à la régulation et aux institutionnalisations en général » (p. 283). Pour sa part, Alain Lipietz (1995) considère ce passage de la régulation aux conventions comme « un grand bon en arrière », dans la mesure où il substitue à des relations « verticales » (rapports de domination) des relations « horizontales » en effaçant ainsi le conflit.

(10) L'introduction du numéro spécial de *Revue économique* (Dupuy et alii.,1989).

(11) Cet ouvrage reprend et approfondit un premier travail commun (1987).

(12) Les six principes en question sont le principe de commune humanité, le principe de différence, le principe de commune dignité, le principe d'ordre, le principe de sacrifice (formule d'investissement) et le principe de bien supérieur commun – ce dernier est la convention constitutive, qui diffère d'une cité à l'autre. Les grands d'une cité sont ceux qui investissent dans la réalisation du bien commun (les petits ne réalisent pas cet investissement) : les inégalités entre eux sont justifiées aux yeux de tous par cet investissement. Voir notamment (Godard, 2004), pour une présentation résumée.

(13) L'inégalité juste s'entend alors au sens de Rawls (1971) : si on cherche à la supprimer, la situation des petits se détériore. Reste qu'ici les individus ne sont pas sous le voile de l'ignorance, mais en situation : ils savent quelle est leur place dans tel ou tel ordre des grandeurs des personnes.

(14) Pour la cité du renom, les bons (grands) produits sont ceux « de marque », les petits étant les produits sans marque ; pour la cité domestique, les bons (grands) produits sont ceux dont la production se conforme à des recettes traditionnelles éprouvées ; pour la cité civique, les grands produits sont les biens collectifs et les petits, les biens privés ; enfin, pour la cité inspirée, les grands biens sont les œuvres, les

personnes et des biens (12). Ces inégalités sociales sont considérées par tous les membres de la cité comme justes (13). Dans l'ouvrage en question, ces cités sont au nombre de cinq : marchande, civique, inspirée, du renom, industrielle, domestique. Ainsi, la coordination entre producteurs et consommateurs d'un bien produit repose sur une *convention de qualité* (Eymard-Duvernay, 1989), qui peut notamment être marchande (c'est le prix auquel se vend tel bien sur le marché en raison des consentements à payer des consommateurs qui est le principe de classement) ou industrielle (ce sont les caractéristiques techniques du produit qui entrent en ligne de compte) (14). La convergence sur une certaine vision du bien commun dans telle situation passe par la réalisation d'épreuves qui mettent en jeu des objets ainsi qualifiés. La situation se caractérise donc par des outils qui sont constitutifs de la solution de coordination (15).

Dans cette théorie de l'action, la *justification* est le concept central (on parle d'action justifiée). Chez d'autres conventionnalistes, le concept-amont dont dérive la pluralité des conventions constitutives est plutôt l'*incertitude* – incertitude qui porte en premier sur « l'interprétation de ce que fait l'autre » (Salais, 1994), qui ne peut être réduite au risque probabilisable et qui ne peut donc être intégrée dans un calcul d'utilité (16). Ainsi, en se limitant au champ de l'économie industrielle (couplage entre production et demande des produits), Salais et Storper (1993) s'en tiennent à *quatre* mondes (ou cadres communs) sur la base des deux solutions que retient Knight face à l'incertitude dans laquelle se trouvent des agents qui ont à se coordonner ; à savoir la consolidation (on fait comme si tous ceux avec lesquels il s'agit de se coordonner sont identiques – hypothèse dite de l'individu représentatif) et la spécialisation (chacun est différent) (17).

### La TRI

Le principal résultat de la première génération de travaux (TR1) est le concept de *forme institutionnelle*. Soit les propositions suivantes :

- un même rapport social peut être codifié de différentes façons ;
- cette codification se fait à l'échelle de chaque Etat-nation ;
- une *forme institutionnelle* (FI) est la *codification d'un ou plusieurs rapports sociaux* ;
- les FI ainsi définies sont constitutives d'une économie nationale ;
- elles sont au nombre de cinq ;
- les trois premières correspondent aux rapports marxiens ; ce sont la forme de la monnaie, la forme du rapport salarial et les formes de la concurrence ;
- en se donnant le fractionnement du monde en Etat-nations, les deux autres sont relatives, d'une part, à la régulation des dépenses et des recettes de l'Etat, d'autre part, à la régulation des relations économiques entre l'économie nationale et le reste du monde.



Ces formes institutionnelles macroéconomiques sont donc des catégories *intermédiaires*. Elles sont intermédiaires entre les catégories les plus abstraites – les rapports sociaux qui sont constitutifs du capitalisme pensé comme structure (18) – et les catégories observées, qui sont des relations microéconomiques (commerciales, salariales et financières) et qui sont relatives à une économie dans laquelle le capitalisme n'est pas la seule modalité de production de richesses (19).

Ainsi la *genèse* d'une FI est comprise *sans* se référer à sa *fonction*, c'est-à-dire au rôle qu'elle va jouer dans le processus de régulation économique : c'est un compromis temporaire entre classes sociales sous l'hypothèse d'une disjonction de la lutte des classes des luttes de classement des individus (20).

Les règles instituées se distinguent par leur principe d'action, c'est-à-dire par la façon dont elles canalisent les comportements individuels. Il y en a trois : « d'abord la loi, la règle ou le règlement, soit un principe de contrainte ; ensuite le compromis, soit un principe de négociation ; enfin, la communauté d'un système de valeurs ou de représentations, soit un principe de routine » (21). Mais la règle ne suffit pas à engendrer d'adhésion. Il est fait référence à l'*habitus* de Bourdieu pour le comprendre : l'inclination à agir s'engendre dans la relation entre un champ et un habitus ; elle est « l'effet historique de l'accord entre deux réalisations du social, dans les choses par l'institution et dans les corps par l'incorporation » (Bourdieu, 1980) (22).

La réponse à la question initiale est dès lors la suivante : la croissance des Trente glorieuses a été le résultat de la mise en place d'un *système* de nouvelles FI qui a engendré un mode de régulation commandant un nouveau régime d'accumulation – une dynamique de production/consommation de masse qualifiée de *fordisme*. Ce mode de développement à base nationale ne pouvait que s'épuiser en raison du changement structurel qui lui est endogène (ouverture des économies, différenciation de la demande de consommation, internalisation des coûts de production de la force de travail tirée un temps de l'agriculture et de l'immigration, etc.).

### 1.3. La comparaison des démarches

Si les deux programmes sont hétérodoxes au sein de la science économique, ils ne relèvent pas de la même posture académique : d'un côté (EC), l'objectif est de faire *bouger* la science normale, de l'autre (TR), il est de construire une théorie *alternative* à la théorie néoclassique de la croissance, dans laquelle la croissance est conçue comme le déplacement d'un équilibre de marché sous l'effet d'un changement dans la donne des facteurs de production et les techniques de combinaison de ces derniers.

De plus, ils s'opposent au plan épistémologique, ou méthodologique si on préfère. En effet, l'EC se réfère à l'individualisme méthodologique, « à un individualisme méthodologique fortement élargi néanmoins

créations, les petits étant les produits standards, banals.

(15) « L'attention aux liens entre les raisons et les objets engagés à l'appui [...] permet de ne pas faire porter le poids de la coordination des conduites, ni exclusivement sur des croyances et des représentations unifiées, ni sur des systèmes ou des lois qui mettraient toutes les potentialités d'ordre du côté de la régularité des choses » (Boltanski, Thévenot, 1991 : 30).

(16) Ainsi Robert Salais retient que « les conventions permettent aux personnes impliquées dans une activité [...] de trouver une solution praticable à l'incertitude [...]. Elles permettent d'engendrer, dans le cours de la situation, des attentes réciproques sur les compétences et les comportements des autres » (1994 : 377). Pour sa part, André Orléan (1989) prolonge l'apport de Keynes et considère que « la conception développée par Salais (voir ci-dessus) recueillerait certainement l'assentiment de la plupart des contributeurs (de l'ouvrage qu'il coordonne) » (1994 : 26).

(17) Ces quatre mondes ont été ultérieurement rattachés dans (Salais, 1998) à quatre conceptions du juste, tirées de Rawls. Cette analyse est toutefois minoritaire au sein de l'EC. La référence la plus courante est la cité de B et T.

(18) Selon V. Descombes [1996], les relations qui sont au fondement d'un système en sont la structure.

(19) Selon J. Piaget (1968), une structure est une pure construction de l'esprit ; seuls ont une existence des *modèles* de cette structure ; ces derniers sont des catégories intermédiaires, dans la mesure où la réalité est comprise comme la combinaison de modèles d'une ou plusieurs structures. Les FI relèvent du niveau intermédiaire des modèles.

(20) Boyer (1986 : 55) retient que « cette notion [celle de régulation] vise à se substituer à la théorie des choix individuels et au concept d'équilibre général comme point de départ de l'étude des phénomènes macroéconomiques. En effet, tout mode de régulation décrit comment la conjonction de formes institutionnelles façonne, canalise et, dans certains cas, contraint les comportements individuels et prédétermine les mécanismes d'ajustement sur les marchés [...]. Pour autant ne sont niés ni une certaine autonomie des stratégies individuelles ni l'hétérogénéité des comportements au sein d'un même ensemble de formes institutionnelles. Mais pour faire image, on pourrait dire que les luttes de classement dans une hiérarchie donnée ne sauraient être assimilées aux conflits de classe, ou plus exactement aux

puisque l'homme est un animal politique » (F : 135)(23), et la TR, au holisme méthodologique, plus précisément à un *holisme structuraliste* (voir *infra*). Cela est rendu manifeste à un double titre : 1) les individus sont, en tant que tels, mis entre parenthèses dans la TR1 (seuls interviennent des acteurs collectifs) alors qu'ils sont au cœur de l'analyse de l'EC1 ; 2) les FI fonctionnent essentiellement comme des contraintes dans la TR1, tandis qu'il y a du côté de l'EC « une composante d'interprétation et donc quelque chose de créatif ou de critique dans la mise en œuvre de toute règle » (F : 136).

Il paraît difficile, en conséquence, de considérer que les deux programmes seraient complémentaires. Toutefois, certains avancent que l'EC fournirait à la TR la microéconomie dont elle a besoin et, réciproquement, la TR fournirait à l'EC la macroéconomie dont elle a besoin (Favereau, 1995). Certains travaux menés en commun (Boyer, Orléan, 1991) semblent confirmer cette idée. Mais ils sont minoritaires. L'évolution ultérieure va l'invalider.

## 2. Des trajectoires d'évolution qui convergent sur un même objet – les institutions – mais qui divergent quant aux résultats

Tout programme de recherche suit une *trajectoire*. On assiste à un déplacement à la fois des questions traitées et des hypothèses. Il peut s'agir de nouvelles questions empiriques ou de questions théoriques qu'il s'avère nécessaire de traiter pour y répondre. Du côté des hypothèses, certaines imprécisions ou des simplifications jugées utiles un temps sont levées. En conséquence, les résultats changent aussi quelque peu. Mais la continuité du programme implique que quelque chose d'essentiel, construit à la première étape, demeure (si non, le programme de recherche est remis en cause).

### 2.1. Les trajectoires respectives

La trajectoire de l'EC procède d'un déplacement de focale sur l'objet théorique initial : il ne s'agit plus simplement de coordinations locales, mais aussi de la coordination sociale d'ensemble. Ce déplacement de focale s'accompagne d'un déplacement de posture académique : d'une posture tournée vers la science économique normale – aller au-delà de la notion de convention dans la théorie des jeux sans se démarquer vraiment de la vision interactionniste que celle-ci comporte (la convention comme objet collectif émergent) – l'EC passe à une posture « institutionnaliste » faisant toute sa place au droit et à la politique et s'affichant clairement comme une nouvelle hétérodoxie (24). On peut résumer cette trajectoire en disant que l'EC passe de la partie (les conventions) au tout (les institutions) et

s'assume comme étant une approche qui se situe dans le champ de l'institutionnalisme (au sens large, voir troisième partie).

La trajectoire de la TR procède aussi d'un double déplacement. Un déplacement de la question empirique, d'abord : le questionnement initial était relatif à la trajectoire d'un mode de développement reposant sur des formes institutionnelles stabilisées (le fordisme) ; il s'agit maintenant de comprendre le *changement institutionnel* en période de crise/mutation, d'analyser l'issue à la crise du fordisme qui se dessine. Un déplacement de posture, ensuite : de marxienne à institutionnaliste (Basle, 1995). Le déplacement du questionnement empirique conduit à multiplier les investissements dans d'autres domaines que la macroéconomie (firme, secteur, territoire, développement, etc.). Quant au déplacement de posture, il tient à une construction plus approfondie de la relation entre FI et comportement (individuel) en donnant lieu à une relecture de Commons (25), ainsi qu'à des réflexions relevant de la philosophie politique ou de l'épistémologie dépassant la simple référence à Bourdieu (voir infra). Ce foisonnement rend plus problématique l'exercice qui consiste à donner une vision stylisée de la trajectoire de la TR, si ce n'est à faire état du débordement d'une analyse visant l'explication de phénomènes macroéconomiques.

### Une convergence qui permet une confrontation

Ainsi, les deux trajectoires convergent. On passe d'une éventuelle complémentarité, ou de l'ignorance réciproque, à la *confrontation* des points de vue sur un même sujet. En certaines circonstances et avec certains protagonistes, celle-ci est même rude (26). La question est celle de l'hégémonie dans le champ de l'institutionnalisme. C'est du moins la façon dont certains voient cette confrontation, en mobilisant les catégories d'analyse de Bourdieu. En oubliant toutefois que le champ en question est d'abord investi par des écoles ou programmes de recherche qui relèvent de la TSE (en y incluant la théorie des coûts de transaction) : il ne peut donc s'agir que d'une hégémonie au sein des hétérodoxes !

Tenons-nous en au fait que les trajectoires respectives de l'EC et la TR conduisent à positionner les deux dans le champ des analyses institutionnalistes... si on s'entend pour qualifier d'institutionnaliste pas seulement une analyse affichant une filiation avec l'ancien institutionnalisme américain, mais plus généralement toute philosophie de recherche en économie qui, visant l'établissement d'un savoir positif, est caractérisée par deux principes : 1) les régularités économiques observées à tel ou tel niveau (micro, méso ou macro) sont rattachées aux systèmes de règles qui organisent les pratiques concernées ; 2) ces systèmes de règles, ou ces institutions si on préfère, sont eux-mêmes expliqués à l'intérieur du modèle théorique (Favereau, 1995).

affrontements dont l'enjeu est un bouleversement des rapports de pouvoir et des règles du jeu ».

(21) Boyer et Saillard, (1995 : 64) résumant Boyer (1986 : 55-56).

(22) « Le collectif est déposé en chaque individu sous forme de dispositions durables, comme de structures mentales » (1980 : 29). Rappelons que pour Bourdieu *l'habitus* est « un système acquis de préférences, de principes de vision et de division (ce qu'on appelle d'ordinaire un goût), de structures cognitives durables (qui sont pour l'essentiel le produit de l'incorporation des structures objectives) et de schémas d'actions qui orientent la perception de la situation et la réponse adaptée » (1994 : 45).

(23) Sur ce point, voir aussi Defalvard (1992).

(24) Pour Pascal Ughetto, « les auteurs se référant à la perspective conventionnaliste laissent entendre que celle-ci est désormais susceptible de suivre deux cours assez distincts (Batifoulier, 2001) : soit l'exploitation du sens de la notion de convention dans la théorie des jeux et donc une conception des conventions comme émanant fondamentalement des enjeux stratégiques de la coordination, soit le développement d'une idée que l'on trouvait formulée depuis longtemps par O. Favereau, celle de l'interprétation dans

l'application des règles et donc de la coordination comme reposant fondamentalement sur la capacité des acteurs à se comprendre » (Ughetto, 2003 : 4). La lecture de la trajectoire de l'EC qui est faite dans cet article est qu'elle a emprunté le second cours, dont parle Ughetto.

(25) Voir notamment Thérét (2001 ; 2003b). Pour Commons, le processus d'institution est une « action collective en contrainte, en libération et en expansion de l'action individuelle » (1934, 2<sup>e</sup> vol., p. 73). Cette action collective permet que s'établissent des transactions. Toute transaction respecte trois principes : le conflit, la dépendance et l'ordre. Le conflit : il y a un conflit de prétentions entre les protagonistes ; on est en présence d'intérêts contradictoires. La dépendance : aucun ne peut se passer de l'autre avec lequel il est en conflit ; pour parvenir à ses fins, chacun doit passer par une transaction. L'ordre : toute transaction est réglée. Ainsi l'ordre fait tenir ensemble le conflit et la dépendance ; il règle des rapports de forces. C'est un « ordre tiré du conflit ».

(26) On a en vue les échanges entre Favereau et Amable-Palombardini, au cours et la suite du colloque « Conventions et institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique » organisé par l'EC à la Grande arche de

## Les deux questions sur lesquelles porte la confrontation

Cette problématique de recherche institutionnaliste est, en toute généralité, confrontée à deux questions : 1) comment construire la relation entre institution et comportement ; 2) comment expliquer le processus par lequel les institutions naissent et se modifient (Hall et Taylor, 1996). L'EC s'est constituée sur la première. Cette préoccupation n'a pas changé. Le changement de EC1 à EC2 est de ne plus se limiter à la première question en considérant que la réponse à la seconde question découle de la réponse apportée à la première (27). L'école de la régulation s'est constituée autour de la seconde. Cette préoccupation n'a pas changé. Le changement de TR1 à TR2 est de ne plus s'en tenir à l'idée que l'on peut répondre à cette seconde question sans se soucier de la première (28).

Pour des raisons internes à chaque programme tout autant que pour une plus grande clarté de la confrontation entre EC2 et TR2, on ne peut, d'un côté comme de l'autre, y inclure tous les travaux réalisés. S'agissant de l'EC, on limite EC2 aux travaux qui associent une convention constitutive à l'accord sur un principe (de bien) supérieur commun, permettant d'accorder l'intérêt individuel et l'intérêt général en donnant sens à ce dernier. Ceci revient plus ou moins explicitement à doter l'homme d'un sens moral (ou d'une conscience morale, si on préfère) se manifestant par une prédisposition à s'entendre avec les autres – peu importe alors que ce point de vue humaniste relève de la sympathie de Smith, de l'impératif catégorique de Kant (29), du désir d'accomplissement de Ricoeur ou de la raisonnabilité de Rawls (30). Tel n'est pas le cas du travail d'André Orléan sur la monnaie et les conventions financières, travail qui, repartant de la convention chez Keynes, mobilise la crise mimétique (Girard) et la peur de la sanction pour expliquer leur formation. Ceci rend manifeste que l'on n'est pas en présence ici et là du même type de convention 1 – l'arbitraire de la convention « à la Keynes » ou « à la Lewis » est antinomique à la justification. Mais il n'y a pas vraiment de débat et, a fortiori, de point de vue commun à ce sujet. Postel et Sobel (2001) nous en donnent la raison : la question qui réunit les conventionnalistes, la coordination, est « un problème qui exclut absolument tout conflit et abolit toute différence de nature entre les différents accords envisageables » (p. 336, souligné par nous).

De même, on limite la TR2 aux travaux qui ne remettent pas en cause l'hypothèse de disjonction entre la lutte des classes et les luttes de classement des individus, ce qui exclut ceux qui jugent nécessaire une appropriation critique de l'EC (Billaudot, 2001). Cette limitation s'accorde avec le fait de continuer à se référer aux cinq formes institutionnelles (31).

## 2.2. La confrontation entre EC2 et TR2

La confrontation entre EC2 et TR2, selon les critères que l'on vient de passer en revue, est synthétisée dans le tableau suivant (voir tableau 2).

Tableau 2  
La confrontation entre EC2 et TR2

	EC2	TR2
L'élément de continuité de la première à la seconde étape	La notion de convention constitutive : toute institution d'une règle ou d'un système de règles présuppose (repose sur) une telle convention ayant le statut de cadre commun.	La vision historique qui est porteuse de la distinction entre institution et forme institutionnelle.
Le changement dans la continuité (le concept acquis est précisé)	Le cadre commun (contexte commun d'interprétation) est une <i>grammaire de justification</i> – le langage utilisé dans le débat public pour exprimer la justification de telle ou telle règle à l'occasion de l'institution des règles du jeu social (note 1).	Une FI, définie comme codification d'un ou plusieurs rapports sociaux, est une médiation entre structure et comportement (une médiation entre la structure au sein de laquelle les individus s'activent et les comportements qu'ils retiennent dans l'exercice de ces activités).
L'inflexion principale	Donner une place au droit et à la politique, en s'élevant au niveau des « grandes » institutions (ex : la monnaie).	Sortir la monnaie de l'économique, comprendre l'articulation entre le politique et l'économique et faire une place au symbolique (note 2).
La réponse à la première question (la relation entre institution et comportement)	La convention constitutive rend compatible l'intérêt et la justice (la règle instituée à partir de cette convention 1 et la rationalité forment système).	La relation ne joue que dans un seul sens : de la FI vers les comportements de ceux qui sont « pris » dans le rapport que la FI en question codifie. Dans l'autre sens, ce sont des acteurs collectifs qui interviennent.
La réponse à la seconde question (la compréhension du changement institutionnel)	Le changement procède d'un déplacement qui disqualifie les anciennes épreuves, réactive les disputes et donne lieu à un changement de grammaire de justification ou à l'apparition d'une nouvelle cité. On en explique donc la naissance par la fonction qu'elle assure dans un nouveau contexte (genèse et fonction ne sont pas dissociées).	De nouveaux compromis sociaux se nouent dans une période de crise d'un ancien système de FI : ce sont des compromis politiques, dont l'explication ne relève d'aucune analyse à orientation téléologique (rupture entre genèse et fonction).
Les principaux problèmes sur lesquels bute le programme	Comprendre la coexistence, pratiquement observable, de plusieurs cités dans de nombreuses solutions de coordination, alors que les échelles de grandeur sont incommensurables, que les grammaires de justification ne sont pas combinables (absence de super-cité) (note 3). Comprendre comment un même individu peut s'accorder à des principes supérieurs communs différents selon la situation dans laquelle il s'engage sans y perdre son individualité (note 4).	Comprendre pourquoi des règles ne sont plus suivies alors qu'elles l'étaient jusqu'alors. Comprendre pourquoi on a une diversité de comportements à une même place sociale dans un même contexte (une même FI macroéconomique).

la Défense en décembre 2003.

(27) Le principal travail appliqué au sein de l'EC sur la seconde question est celui de Boltanski et Chiapello portant sur *Le nouvel esprit du capitalisme* (1999) et formulant l'hypothèse de l'avènement d'une nouvelle cité, la cité par projets. Au seul plan théorique, l'un des travaux les plus représentatifs d'EC2 est (Bessy, Favereau, 2003).

(28) Les travaux, qui portent explicitement sur la première question, relèvent de problématiques diverses : tenter de préciser *l'habitus* de Bourdieu (Lipietz, Lordon, Servais), comprendre une FI comme une médiation entre structure et comportement (Théret) ou donner un contenu à la notion de rationalité située (Boyer, Chanteau, Billaudot).

(29) « Agis de telle façon que la maxime de ta volonté puisse servir en chaque cas comme principe d'une législation universelle. »

(30) L'hypothèse de base de Rawls est celle de l'autonomie relative de chaque personne. Cette autonomie relative suppose que toute personne est dotée de deux qualités morales d'essence kantienne : l'homme est à la fois rationnel et raisonnable. La première qualité morale est le souci de chaque sujet pour la maîtrise de sa propre vie ; en ce sens, la personne est rationnelle. Le rationnel

est donc défini comme la dimension morale qui permet à chacun de suivre sa conception particulière du Bien et, donc, de gouverner sa vie en fonction de finalités à long terme les plus élevées qui soient. La seconde qualité morale est la prise de conscience de la même faculté (la première ci-dessus) chez les autres, condition nécessaire à l'existence d'une coopération sociale. En ce sens, la personne est raisonnable. *Le Raisonnable* est donc une prise en compte des contraintes de la coopération sociale, qui conduit chacun à accepter une certaine réduction de ses ambitions dans la poursuite de ses propres finalités, afin de permettre la réalisation de celles des autres au sein de la *Coopération sociale* (Rawls, 1993 : 364). A ce sujet, voir (Wuhl, 2002 : 70-71).

(31) Dans l'entretien paru dans *Critique économique* (2005), Robert Boyer nous dit : « Pour ma part, je continue à utiliser la grammaire des cinq formes institutionnelles (rapport salarial, forme de la concurrence, régime monétaire, relations Etat/économie, insertion internationale), sans introduction de nouvelle, comme le proposerait par exemple Bernard Billaudot (L'ordre économique de la société moderne). Il me semble important de continuer à cumuler les résultats qui peuvent être obtenus à partir des concepts fondateurs de la TR1

**Note 1.** Pour Orléan, le concept de convention a pour objet de « comprendre comment se constitue une logique collective et quelles ressources elle doit mobiliser pour se stabiliser » (2004 : 56). Cette conception plus générale fait sortir d'EC2, au sens où on en parle ici.

**Note 2.** L'approfondissement réalisé est de considérer que les sujets marchands n'ont pas la possibilité d'instituer une monnaie à travers leurs seules interactions décentralisées et qu'en conséquence la monnaie précède l'économie de marché et la fonde, et non l'inverse (Aglietta, Orlean, 1982 ; 1998 ; 2002). Autrement dit, « si la monnaie institue l'économie marchande, elle ne peut en être la conséquence » (Boyer, 2004b : 27). Il s'agit d'une institution sociale globale, qui préside à la séparation entre sphère économique et sphère politique. Tous les travaux constitutifs de TR2 conservent l'idée fondamentale que « la sphère politique est directement mobilisée dans le processus [d'institution des FI] » (Boyer, 2004b : 26). Certains pensent les relations entre le politique et l'économique comme étant celles entre l'Etat et l'économie capitaliste abstraite au sens de Marx (le capitalisme) en conservant un principe de cohérence spatiale sans espace à priori défini. Ce point de vue est celui de la continuité ; il est défendu en des termes un peu différents par Boyer (32) et par Théret (33). Celui développé par Amable et Palombarini introduit un amendement (34).

**Note 3.** Le problème posé par le fait que la cité civique ne recouvre pas le politique et ne peut donc être une super-cité est bien posé dans (Ricoeur, 1995).

**Note 4.** Cette limite est pointée dans (Dosse, 1995).

### Des réponses très différentes

Les réponses apportées aux deux questions qui délimitent le cœur de la confrontation sont très différentes. Pour Postel et Sobel, cela tient au fait que « ces deux théories traitent du même objet en occupant deux versants opposés. [...] Le point obscur de ces deux écoles de recherche, si proches en réalité, c'est de ne pas parvenir à se représenter l'acteur en conflit. L'une favorise l'individu acteur mais ne pense pas le conflit, l'autre se représente le conflit sans parvenir à identifier d'acteurs. Elles sont complémentaires dans leur mode d'approche et pareillement démunies quand il s'agit de modéliser ce qui sans doute ne peut pas l'être : l'action » (2001 : 340). Une telle complémentarité à ce sujet paraît tout à fait problématique si on prend en compte les bases sur lesquelles une théorie de l'action individuelle est en cours d'élaboration de part et d'autre. En effet, ces bases sont opposées.

Cette opposition se cristallise à propos de l'apport de Bourdieu, qui fait l'objet d'une critique sans appel de la part de Favereau (2001) et dont Boyer (2003b) et Amable-Palombarini (2005) prennent la défense. Lordon reconnaît toutefois que « le thème du changement n'est pas celui où la sociologie de Bourdieu est à son meilleur » (2003a : 114). Il juge nécessaire de remonter à Spinoza pour disposer, avec le conatus, d'un amont

philosophique permettant de faire front au point de vue humaniste néo-kantien de EC2. Le conatus est cet *effort pour persévérer dans l'être*, par lequel s'exprime le fait que l'homme est un être de désir. Cela vide de sens le concept de libre arbitre, en étant de la sorte la seule hypothèse générale que l'on puisse faire concernant ce qui anime l'homme à l'exclusion de tout sens moral préexistant. L'actualisation de ce conatus essentiel dans des désirs particuliers et des formes de coopération sociale particulières est toujours contingente. Il y a donc fondamentalement à la fois conflit et dépendance, affrontement des conatus et impossibilité de persévérance dans l'être dans la solitude. On est ainsi en présence d'une généralisation du propos de Commons (conflit/dépendance).

L'opposition ne tient, toutefois, que si on considère la prédisposition humaniste constitutive d'EC2 comme étant, ce qui semble être le cas, de première nature. On peut aussi l'envisager comme une simple hypothèse de travail, à charge pour la TR de caractériser son statut historique et institutionnel dans le cadre de sa propre problématique « anti-humaniste » (ou réaliste, si on préfère la qualification de Amable-Palombarini (35)). L'opposition laisse alors la place à la *complémentarité*. Cela implique de retenir que l'EC et la TR ne relèvent pas du même niveau d'analyse, les limites propres à EC2 tenant au fait qu'elle ne s'élève pas au niveau de complexité auquel entend se situer la TR et celles qui sont propres à TR2, au fait qu'elle ne va pas jusqu'au bout des implications de ce positionnement. La troisième partie a pour objet d'étayer cette logique de mise en rapport et d'en tirer les principales implications.

### 3. La perspective d'un dépassement des limites respectives d'EC2 et TR2 : les exigences de l'institutionnalisme historique

Un détour de production s'avère nécessaire pour donner sens à l'idée de divers niveaux d'analyse : construire une topologie du champ des institutionnalismes comportant (au moins) un axe de montée en complexité. On peut alors positionner dans ce champ les trajectoires suivies par l'EC et la TR et comprendre ainsi les limites respectives d'EC2 et TR2. Le chemin restant à parcourir d'un côté ou de l'autre s'en déduit.

#### 3.1. Une carte du champ de l'institutionnalisme

Il n'est pas question de reprendre ici tous les moments de la construction de la topologie du champ des institutionnalismes qui répond à l'exigence que l'on vient d'indiquer. A quelques amendements près, il s'agit de celle qui a été présentée dans (Billaudot, 2004). On se contente de faire état des principales étapes de cette construction, amendements compris.

#### Critique des topologies existantes

La topologie la plus élaborée dont on dispose au départ est celle de Bruno Théret (2000). Elle est construite, à partir de la typologie, en trois classes

dont le pouvoir explicatif ne s'est pas complètement érodé. Par contre, au niveau théorique, les travaux portant sur la monnaie et la finance ou encore l'État et la couverture sociale, ont suscité une généralisation des fondements des formes institutionnelles, comme en témoignent par exemple les travaux de Bruno Théret (*Régimes économiques de l'ordre politique*) ou encore ceux qui résultent de la collaboration d'André Orléan et Michel Aglietta (*la Monnaie souveraine*). »

(32) Pour Boyer ((2002) ; (2004b)), il y a une claire hiérarchie entre l'ordre constitutionnel (la sphère politique, l'État) et la sphère économique : la sphère politique commande l'institution des FI ; celles-ci président à l'institution des organisations ; enfin, les organisations canalisent les comportements individuels.

(33) L'analyse que propose Théret (1992 ; 1999) ne retient pas de hiérarchie entre les deux ordres de pratiques qu'il distingue, l'ordre économique et l'ordre politique. Le premier, identifié au capitalisme, relève d'une logique d'accumulation de richesses et le second, confondu avec l'État, d'une logique d'accumulation de pouvoir (au sens de Foucault).

(34) L'amendement est de passer de la régulation de l'économie (ie. par des FI de la sphère économique)

à la régulation du conflit social (voir (2005) en abandonnant le concept de « régime », qui laisse entendre que le régime serait à tous égards plus favorable que la « crise ».

(35) Être réaliste, c'est considérer, au départ, que l'homme est capable de tout, qu'il n'y a rien qui puisse être dit inhumain en toute généralité.

(36) Comme raisons pour un individu d'adopter un comportement conforme à des règles, le premier axe oppose le calcul (stratégie) et la culture (routine). Comme sources des institutions, le second oppose la coordination (cognition) et le conflit (pouvoir). Les trois

(néo)institutionnalismes de Hall et Taylor ne sont pas les quatre pôles de ce champ à deux axes. Ce sont des positions dans ce champ.

L'Institutionnalisme des choix rationnels est proche du premier pôle (calcul-coordination), l'Institutionnalisme sociologique est proche du second (culture-coordination), et l'Institutionnalisme historique est en position médiane relativement au premier axe (il combine calcul et culture), tout en se situant du côté du conflit sur le second, ce qui l'oppose à la fois à l'IR et à l'IS. Précisons que les positions dans ce champ, qui correspondent à des regroupements de recherches effectives et non à des normes, sont à même d'évoluer avec leurs auteurs.

de Hall et Taylor (1996), en considérant les deux questions retenues par ces derniers pour interroger les écoles existantes et les différencier (voir supra) et en associant un axe à chacune de ces questions (36). Elle présente deux limites : 1) il s'agit d'une topologie du champ de toutes les approches en science sociale, et non du seul institutionnalisme (sauf si on exclut les marges) ; 2) elle repose sur l'hypothèse que les deux axes considérés sont orthogonaux ; cela implique que les réponses que l'on peut apporter aux deux questions sont indépendantes l'une de l'autre. Or la réponse à la seconde découle, avant tout, de la réponse que l'on apporte à la première (i.e. l'explication que l'on peut donner du processus par lequel les institutions naissent et se modifient dépend essentiellement de la façon dont on construit la relation entre institution et comportement individuel).

En conservant l'idée que la topologie à construire est fondamentalement la même pour toutes les sciences sociales (économie, sciences politiques, sociologie, au moins), l'enjeu est de lever ces limites. D'où les trois étapes suivantes.

### **L'identité propre de l'institutionnalisme au regard du rationalisme et du structuralisme**

Deux solutions opposées sont traditionnellement retenues en science sociale pour expliquer les comportements des individus. La première, dite *rationaliste*, consiste à en rechercher les déterminants dans les individus eux-mêmes : les comportements des individus sont à orientation téléologique, ce qui signifie que chacun est tiré par le désir d'un résultat qui en est attendu ; ils sont dits rationnels dès lors que ce désir est propre à l'individu concerné. La seconde, dite structuraliste, consiste à les rechercher dans la situation dans laquelle ils sont placés : les comportements sont à *orientation causale*, ce qui signifie qu'ils sont déterminés par la place sociale que l'individu occupe dans la structure sociale au moment où il se livre au comportement considéré (37).

La façon dite *institutionnaliste* de poser le problème de l'analyse théorique de la vie sociale à tous les niveaux et sous toutes ses formes est celle qui juge nécessaire de *mariage* ces deux solutions possibles d'explication des comportements humains, en considérant que la situation est caractérisée par un *institutionnel* (un ensemble de règles de natures diverses qui sont déjà là quand l'individu se livre à telle ou telle activité et dont il tient compte à ce moment). Il n'y a pas toutefois une seule modalité de mariage possible. Le mariage en question peut être plus ou moins *complexe*.

### **Trois niveaux d'analyse de complexité croissante**

La solution la plus simple délimite un premier niveau d'analyse. Elle consiste à retenir que la rationalité de l'individu est exogène. On parle alors d'*institutionnalisme rationnel* (38). On change de niveau d'analyse lorsqu'on retient que la rationalité est endogène : on ne fait plus comme



si les préférences et les croyances des individus tombaient du ciel ; non seulement on considère qu'elles sont un produit de la société dans laquelle vivent les individus, mais encore on se préoccupe de rendre compte de leur formation. On passe alors à un institutionnalisme holiste (le cadre institutionnel est un cadre collectif qui n'est pas influençable par un individu isolé). Celui-ci se décline lui-même à deux niveaux différents.

Au second niveau d'analyse, on s'en tient à un holisme ensembliste : la totalité n'est pas vue comme une structure ; on se la représente simplement « sous la forme d'une collection d'individus, c'est-à-dire d'une « réunion physique ou mentale d'éléments » simples, sans autre principe de composition entre eux que celui d'une commune appartenance à l'ensemble sur la base d'une identité individuelle partagée » (39). On se contente alors d'expliquer : 1) de quelle façon peut se mettre en place, dans un vide institutionnel, un système cohérent « rationalité/règles », système dans lequel la poursuite de son propre intérêt par chacun est compatible avec le suivie de règles sociales ; et 2) pour quelles raisons il y a place pour une pluralité de tels systèmes. Cette seconde modalité d'institutionnalisme est l'institutionnalisme conventionnaliste (40).

La montée en complexité qui conduit au troisième niveau d'analyse est celle qui consiste : 1) à développer une analyse purement dynamique en temps irréversible, c'est-à-dire historique ; et 2) à passer à un holisme structural (l'objet de l'analyse est doté d'une structure : il se compose d'éléments ; ces éléments sont vus à la fois comme étant en relation entre eux et comme faisant partie d'un tout ; ces relations en sont la structure (41). On traite alors de l'historicité des systèmes analysés au second niveau (leur genèse ne s'opère pas dans un vide institutionnel) en les envisageant comme des modalités concurrentes à même d'opérer lors de la mise en forme institutionnelle de la structure de l'objet analysé (ou de sa réforme, si on préfère), mais en considérant que cela est insuffisant puisqu'il s'agit de surmonter les disputes qui naissent à cette occasion de leur pluralité. Autrement dit, cette codification ne repose pas seulement sur des conventions relevant d'une justification commune ; elle comprend aussi des règles de droit procédant d'une action collective essentiellement politique ; ces dernières se présentent comme des compromis assurant la coexistence des systèmes en question dans une codification particulière (telle ou telle forme institutionnelle), en laissant ouvert leur renouvellement dans l'histoire. Cette troisième modalité est l'institutionnalisme historique.

### De trois niveaux d'analyse à quatre positionnements

On ne peut se contenter de cette façon d'organiser le champ de l'institutionnalisme. En effet, l'institutionnalisme historique délimité par Hall, Taylor et Théret ne relève pas du troisième niveau auquel on vient de donner le même nom : il n'est pas délimité par le regroupement de travaux qui comprendraient une appropriation de ce qui est retenu chez eux comme

(37) Concernant la distinction entre orientation téléologique et orientation causale, voir (Simmel, 1987 : 238-241).

(38) En économie, les théories qui relèvent de cette première approche sont celles dont l'EC dénonce les impasses (voir première partie), ainsi que la théorie évolutionniste menée en temps irréversible. Dans beaucoup des théories qui relèvent de l'IR, la rationalité (exogène) est considérée comme une propriété de première nature. Mais ce n'est pas une nécessité. On peut tout autant considérer qu'elle est contingente à la société dans laquelle elle s'exprime, tout en retenant qu'elle est exogène (i.e. on ne se préoccupe pas de comprendre cette formation sociale de la rationalité). Voir Coleman, en sociologie.

(39) (Theret, 2003a : 7), qui résume en le citant (Descombes, 1996 : 138). Ce dernier parle d'holisme collectiviste à ce propos.

(40) Contrairement à ce qu'il en est encore dans (Billaudot, 2004), je préfère cette dénomination à celle d'institutionnalisme « sociologique » retenue par Hall et Taylor. On constate sans difficultés que la démarche de l'EC relève d'un tel holisme ensembliste, la cité de Boltanski et Thévenot étant une modalité de théorisation du système en question.

(41) En conséquence, « on ne peut penser ces éléments qu'en relation entre eux et qu'en tant que partie d'un tout » (Theret, 2003a : 16), c'est-à-dire « en s'interdisant toute autre hypothèse sur les éléments considérés (en particulier toute hypothèse sur leur « nature » propre) » (Descombes, 1979 : 104).

(42) Pour le penseur indien Svami Prajnanpad : « La première grande vérité à laquelle nous sommes confrontés est celle de la différence.[...] La deuxième grande vérité qui saute aux yeux, c'est le changement. [...] Ce qui ajoute une nouvelle dimension au déploiement des différences. [...] Différence et changement. Ce sont les deux pierres sur lesquelles vous pouvez construire votre citadelle de la connaissance. » (Srinivasan, 1984 : 19-24)

(43) Des différences au temps  $t$  sont considérées comme l'unique résultat de trajectoires de changement divergentes avant  $t$ .

(44) En IR, le changement est réduit à de la différence, et cette dernière n'est pas vraiment expliquée : elle résulte seulement d'un changement des hypothèses concernant la rationalité ou l'environnement technique et institutionnel. En IC, la différence est ressaisie par l'analyse, le changement restant réduit à de la différence.

étant la spécificité de l'institutionnalisme sociologique. Il s'agit d'un positionnement particulier, auquel il faut faire une place dans notre carte.

On y parvient en repartant de ce qui fait la complexité de n'importe quel aspect ou domaine de la vie sociale : la différence et le changement (les comportements des individus placés dans une même situation sont différents d'un individu à l'autre à un moment donné du temps, et ils changent dans le temps) (42). On délimite ainsi quatre positionnements (voir tableau 3).

Tableau 3  
Quatre institutionnalismes

		Les changements diachroniques	
		...ne sont pas expliqués (sans réduction)	...sont expliqués
Les différences synchroniques	...ne sont pas expliquées (sans réduction)	Institutionnalisme rationnel	Institutionnalisme historique simple
	...sont expliquées	Institutionnalisme conventionnaliste	Institutionnalisme historique (complexe)

Aux trois positionnements déjà délimités, un quatrième s'ajoute : l'institutionnalisme historique simple, dans lequel on explique les changements sans le faire pour les différences (ces dernières sont réduites à des changements (43). L'institutionnalisme historique (complexe) est le troisième niveau de l'étape précédente ; il se présente alors comme une approche qui permet une analyse de la vie sociale dans toute sa complexité, en intégrant les moments analytiques que constituent l'IR, puis l'IC (44). L'IH simple et l'IH complexe ont en commun d'être des approches à portée globale : l'une et l'autre permettent de lier l'analyse locale d'une institution particulière et l'analyse globale du système institutionnel dans lequel elle trouve place. En IH simple, on ne juge pas nécessaire de ressaisir ce que disent les gens (les significations et les justifications de l'homme ordinaire) pour expliquer ce qu'ils font. Ce couplage du dire et du faire, qui est déjà l'apanage de l'IC au regard de l'IR et qui seul permet d'expliquer les différences, est constitutif de l'IH complexe.

### 3.2. Les trajectoires de l'EC et de la TR dans le champ institutionnaliste : retour sur les limites respectives d'EC2 et TR2

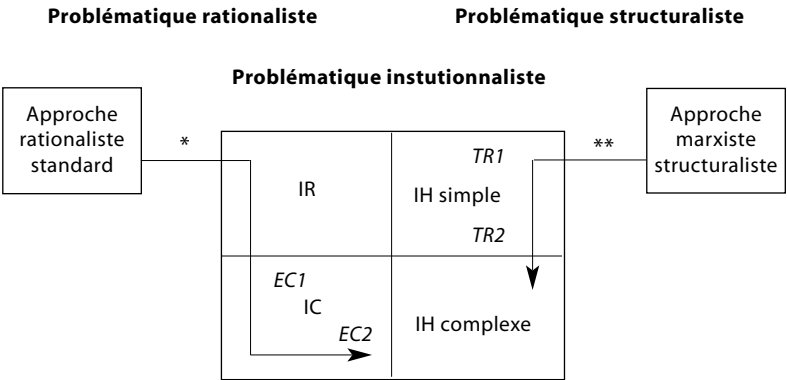
Le positionnement des trajectoires de l'EC et de la TR dans le champ ainsi décrit permet de comprendre les limites respectives d'EC2 et TR2.

#### Les trajectoires de l'EC et de la TR dans le champ

Il y a lieu de compléter le champ de l'institutionnalisme dont on vient de proposer une topologie par le rappel des approches dont relèvent les

théories économiques de référence de l'EC et la TR, d'un côté l'approche rationaliste standard qui préside à l'élaboration de la théorie néoclassique standard, de l'autre l'approche marxiste-structuraliste. Dans chaque cas, la première étape de la trajectoire est celle qui conduit de ce positionnement initial critiqué à EC1 et TR1 (voir figure 1).

Figure 1  
Les trajectoires de l'EC et de la TR



L'affirmation de la nécessité de quitter l'IR pour s'inscrire en IC est constitutive du point de départ de l'EC : EC1 se situe en IC, en restant proche du point de sortie de l'IR. Le déplacement d'EC1 à EC2 éloigne de l'IR et rapproche de l'IH complexe. Certains travaux, comme on l'a vu (45), engagent dans une montée en IH complexe, sans toutefois que la rupture avec l'IC soit consommée !

S'agissant de l'autre trajectoire, TR1 se positionne en IH simple, à proximité de la frontière entre le marxisme et l'institutionnalisme. Le déplacement de TR1 à TR2 amène aux portes de l'IH complexe : certains travaux ont déjà un pied dans l'IH complexe – notamment (Lordon, 1997, 2000) et (Coriat et Weinstein, 2005) (46) –, tandis que d'autres demeurent en IH simple. En effet, on ne doit pas confondre l'analyse de la reproduction structurale d'une variété de capitalismes ((Boyer, 2004a), (Amable, 2005), (Petit, 2005)) avec la compréhension des différences de comportements au sein d'un même capitalisme.

### Les limites d'EC2 et TR2

Ces limites ont déjà été pointées (voir tableau 2 ci-dessus). La grille d'analyse précédente permet d'en saisir l'origine. Du côté de l'EC, elles tiennent au fait qu'EC2 en reste à un positionnement en IC, c'est-à-dire à un holisme ensembliste qui ne peut connaître que la justification commune des règles sociales associées à un « tout » théoriquement indifférencié. Ainsi, le collectif est rabattu sur le commun, ce qui ne laisse pas de place pour la

(45) Boltanski et Chiapello (1999) qui traitent du changement avec l'apparition d'une nouvelle cité, ainsi que (Bessy, Favereau, 2003) et (Eymard-Duvernay, 2004a) concernant l'analyse du droit en l'absence d'une super cité.

(46) Dans ce travail portant sur la construction sociale des marchés, ceux-ci reprennent à leur compte l'analyse conventionnaliste de (Moureau et Sagot-Duvaurox, 2003) relative à la qualification des tirages photographiques.

justification en droit qui n'est pas commune, tout en étant, cela va se soi, collective. Chaque « tout » est une coordination particulière ; dans l'analyse qui en est faite, celle-ci est certes empiriquement distinguée des autres ; mais cette distinction est empirique ; en conséquence, on est en présence d'une collection de situations qui ne sont pas rapportés à une structure englobante. La question de la cohérence des actions d'un même individu dans des situations différentes ne peut donc pas être posée dans des termes qui permettent d'y répondre.

De l'autre côté, les limites de TR2 tiennent à une compréhension d'un compromis institutionnalisé comme étant simplement le résultat d'un processus politique puis juridique d'arbitrage d'un conflit d'intérêts contradictoires déjà collectivisés à l'échelle de groupes sociaux. « Simplement » veut alors dire qu'aucune place n'est faite dans l'analyse aux disputes tenant à la référence possible à une pluralité de principes supérieurs communs concernant la justesse du compromis. On s'interdit alors une compréhension des différences de comportements individuels au sein d'un compromis donné – une forme institutionnelle caractérisée par un ensemble de règles de droit codifiées (lois ou conventions collectives étendues) établi à un niveau macroéconomique. En effet, ces différences relèvent de conventions individuelles courantes qui sont différentes ici et là, et ces dernières procèdent nécessairement de principes supérieurs communs différents. De même, si on ne fait pas une place aux diverses façons d'interpréter une codification en droit selon la référence éthique mobilisée, on a du mal à expliquer pourquoi se manifestent des dérives de comportements. Ces dérives mettent en jeu une structuration de l'individu qui ne se réduit pas à de l'incorporation. Pour les comprendre, on doit se référer au sens que les acteurs donnent eux-mêmes à ces dérives.

### **3.3. Le chemin restant à parcourir : les implications d'un positionnement en IH complexe**

Cette analyse des trajectoires passées invite à penser qu'elles vont converger dans l'avenir vers un positionnement clairement revendiqué en IH complexe... positionnement qui était déjà celui de l'ancien institutionnalisme, notamment celui de Commons qui se préoccupe de l'articulation entre droit et éthique (Théret, 2001).

Le prolongement de la trajectoire de la TR en ce sens paraît, *a priori*, plus aisé à réaliser dans l'avenir, sur la lancée de ce qui a été déjà fait, que celui de la trajectoire de l'EC jusqu'au même positionnement. Ce prolongement-là implique, en effet, une véritable rupture : monter du second au troisième niveau, avec tout ce que cela veut dire (passage à une analyse purement dynamique, abandon d'un holisme ensembliste pour un holisme structuraliste, etc.). C'est la raison pour laquelle on ne traite des implications d'un positionnement en IH complexe qu'à propos de la TR.

L'enjeu est de réaliser effectivement ce qui y est affiché comme un objectif : « Caractériser avec précision le réseau des contraintes à travers lesquelles les agents interagissent et les logiques de leurs actions qui en dérivent [...], sachant que les individus occupent une série de places et de positions qui se définissent par référence à des rapports sociaux qui peuvent varier considérablement dans le temps et dans l'espace [...] et qu'ils ne peuvent se repérer qu'à travers les contraintes, les références communes, procédures et régularités que véhiculent ou favorisent les dispositifs collectifs que sont les règles, les conventions, les organisations (Orléan, 1994) » (Boyer, 1995 : 59). Autrement dit, donner un contenu précis à la rationalité située, en développant « une problématique d'intégration dialectique d'une théorie de l'action et d'une théorie de la structure que nous appellerons "holindividualiste". » (Chanteau, 2003 : 47) (47) Cela implique de faire une place aux significations, pour comprendre un comportement conforme/non conforme à une règle, et aux justifications, pour comprendre la genèse des FI. Une tentative en ce sens au sein de la TR est celle de Billaudot (2002, 2004, 2005). Ses idées-forces concernant cette implication sont les suivantes.

### Signification et action économique

La première implication d'un positionnement en IH complexe est de voir l'économique comme une construction historique et institutionnelle. On ne peut donc parler d'acte économique pour tout genre de société, seulement de l'aspect ou de la dimension de nature économique de tout acte (48). Le point de départ de l'analyse est donc l'acte. L'acte procède du conatus. Tout acte humain a deux versants (dire/faire). La *signification* d'un acte relève du premier : c'est un sens *communiqué* – les raisons que la personne donne à ce qu'elle va faire, ou a fait, à qui lui demande. De l'acte à l'activité, le sens communiqué devient un sens visé (49).

*L'économique*, comme domaine d'activités identifiées distinctement d'autres qui ne sont pas économiques, est propre à la modernité. Les institutions fondamentales de toute société territorialisée moderne sont la monnaie et la citoyenneté (50). On peut les qualifier de générateurs symboliques de la modernité. Ce sont avant tout des langages, le langage de l'équivalence pour la monnaie et le langage de l'égalité en droits pour le citoyen. Les activités d'ordre économique sont celles dont la signification est exprimée dans le langage de la *monnaie*. Une activité d'ordre économique est donc une activité qui n'a de sens qu'en se référant à la monnaie, à son principe d'équivalence entre les choses et aux comptes que ce principe permet (51). Le capitalisme n'est qu'une force d'impulsion de l'économique. En tant qu'il est réalisé par un citoyen, l'acte (d'ordre) économique est, *a priori*, détaché de tout lien de dépendance. C'est l'acte d'un *individu* (personne physique ou personne morale).

(47) Les propositions méthodologiques sont alors les suivantes : « (i) la rationalité de chaque individu se construit (ce n'est pas une dotation initiale) dans des interactions socialisées avec la nature et la culture ; (ii) la rationalité n'est pas une opération cognitive objective, c'est-à-dire indépendante de la personne : les objets ou les problèmes n'acquiescent une valeur qu'en fonction des projets de l'individu [...] ; (iii) la rationalité n'opère pas sur la réalité mais sur des représentations de la réalité [...], représentations soumises à un principe de plausibilité qui se valide à la fois aux niveaux symbolique et matériel » (p. 46). Précisons que le holindividualisme en question se distingue de celui de (Defalvard, 2000) qui est le principe méthodologique de l'IC, principe dans lequel il n'y a pas de prééminence du holisme.

(48) On considère alors que l'économie (en général) est l'aspect de la vie sociale « marqué par la lutte contre la pauvreté et l'enchaînement d'actes de production, de distribution et de consommation d'objets considérés comme des biens ou des richesses » (Berthoud, 2002 : 9). Ou encore, que le registre de socialisation de nature économique est la mise en rapport des hommes entre eux à propos de la production, de la circulation et de la consommation des ressources (objets,

matériels, connaissances scientifiques et techniques) qu'ils tirent de l'exploitation de la nature par leur travail et qui sont jugées nécessaires à la satisfaction de leurs besoins/désirs (Billaudot, 2005).

(49) Weber (1995), auquel on se réfère ici, ne distingue pas nettement acte et activité. Par activité, il entend « tout comportement humain (peu importe qu'il s'agisse d'un acte extérieur ou intime, d'une omission ou d'une tolérance) quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif » (1995 : 28). Par *activité*, j'entends toute façon pour un être humain d'occuper son temps en un lieu donné, caractérisé par un certain environnement, en mobilisant des *ressources* et en étant capable, si on lui demande, de communiquer un sens subjectif à cette activité. Cette activité comprend le plus souvent une succession d'actes ou de comportements. Seul un acte (comportement) peut être à signification émotionnelle. A la différence d'un acte émotionnel, une activité est intentionnelle : le sens communiqué est un sens visé. Toute activité a des effets ou résultats. Sa finalité est l'un de ces effets, un effet sur la personne qui s'active ou un effet sur une autre activité. C'est l'effet essentiellement visé par l'agent qui s'y livre ou par celui qui la commande lorsqu'elle est menée en

## Justifications, conventions et règles de droit

Dans tous les genres de société, les activités humaines sont habilitées et contraintes par des normes sociales (52). Ces dernières créent des inégalités dans le pouvoir de s'activer des uns et des autres, notamment des inégalités distributives dans l'accès aux ressources de toutes sortes qui servent dans les activités. C'est la raison pour laquelle elles doivent être justifiées. La distinction entre justification individuelle et justification sociale est moderne (voir tableau 4).

Tableau 4  
Les justifications

		Société traditionnelle (activités à signification traditionnelle)	Société moderne (activités à signification rationnelle)
Justification ordinaire (celle d'un membre ordinaire de la société)	Justification individuelle de l'activité		La justification est celle des raisons avancées dans la signification
	Justification individuelle des normes qui régissent l'activité		L'individu exprime son intérêt propre à ce que telle règle sociale soit instituée
	Justification sociale des normes qui régissent l'activité	La signification de l'activité se confond avec la justification sociale des normes qui régissent l'activité	L'individu argumente en faveur de telle règle (institution) en mettant en avant sa contribution à l'ordre social (justification commune)
Justification en droit			Justification strictement collective (compromis politique* codifié en droit)
Justification savante			Le chercheur démontre que telle règle sociale (ou institution) conduit à la satisfaction d'un objectif social fixé au départ

\* Au sens de Hannah Arendt (1991).

Elle ne prend sens qu'à partir du moment où les activités à signification rationnelle (en valeur ou en finalité, les raisons données dans un cas comme dans l'autre étant personnelles) prennent le dessus sur les activités à

signification traditionnelle et où le citoyen a son mot à dire concernant les normes sociales. Elles sont *discutables*. Les normes deviennent des règles (53). Un débat précède leur institution.

Le premier niveau de justification sociale est la justification *commune*, celle qui est analysée en IC par l'Economie des conventions (54). On comprend alors la prédisposition humaniste postulée, non pas comme étant de première nature, mais comme effet de l'institution de la citoyenneté. Une *convention sociale* est une règle dont l'institution repose sur une justification commune : les disputes, qui ont pour origine la pluralité des grammaires de justification sociale commune, débouchent sur la sélection de l'une d'entre elles (via les objets concernés et les épreuves qu'ils permettent).

Le second niveau de justification sociale est la justification en droit, qui est strictement collective. La *règle de droit* se présente alors comme un *compromis* entre des points de vue exprimés dans des grammaires de justification commune différentes. Chacun interprète le compromis avec sa propre grammaire. Ce qui est légal n'est pas alors considéré par tous comme juste (au sens éthique du terme, celui auquel correspond le concept de justification commune).

Les deux types de « structure sociale d'activités cordonnées par des règles » sont le *territoire et l'organisation* ; la première relève d'une structuration spatiale pouvant se réaliser à plusieurs niveaux, la seconde étant toujours d'un territoire. L'une et l'autre sont dotées d'un institutionnel comprenant des règles techniques et des règles sociales (55). La justification sociale commune opère ici et là. En revanche, la justification en droit est spécifique au processus d'institution territorial reposant sur la citoyenneté, les conventions d'organisation étant toujours encadrées par les règles de droit du territoire d'appartenance. Cet encadrement permet de comprendre la coexistence de plusieurs principes supérieurs communs dans des situations de coordination d'organisation.

### Une forme institutionnelle d'ordre économique comme ensemble de conventions et de règles de droit

La monnaie et la citoyenneté relèvent du rang 1 d'institution. Le rang 2 comprend les codifications des rapports sociaux qui sont constitutifs d'un côté de l'économie (l'ordre économique, pour être plus précis, en évitant ainsi toute confusion avec l'économie en général), de l'autre du politique. Rapport commercial, salarial et financier d'un côté, Etat de l'autre. Ces systèmes de règles président à la réalisation de transactions territorialisées (56).

Toute codification particulière d'un rapport d'ordre économique – une forme institutionnelle de ce rapport au rang 2 d'institution – combine des règles de droit et des conventions (voir tableau 5).

situation de subordination. Ainsi, la détermination de la finalité (qui relève du versant du faire) passe par la prise en compte de la signification.

(50) Elles sont rendues compatibles dans des formes dépersonnalisées propres à la modernité sous l'égide d'un droit consacrant la propriété individuelle (physique et morale).

(51) Ces activités sont à la fois des transactions (salariales, commerciales et financières) et des activités proprement dites (production...) qui s'inscrivent dans des séries téléologiques débouchant sur de telles transactions.

(52) Elles font aussi appel à des normes techniques, si on qualifie de « technique » ce qui a trait aux rapports de l'homme à la nature (entendue comme ce avec quoi l'homme ne communique pas) et de « social » ce qui a trait aux rapports des hommes entre eux. Les normes techniques n'ont pas à être justifiées. La conduite à droite/à gauche de Lewis ou la convention d'anticipation, dite de continuité, de Keynes sont « techniques ».

(53) Tel est le contexte qui préside à la distinction de nature empirique que retient Weber entre conventions et règles de droit en prenant en considération la façon dont la validité de la règle est garantie extérieurement « par la chance d'une contrainte

Tableau 5

**Les règles composant une forme institutionnelle régissant  
des transactions d'ordre économique**

	<b>Arbitrage par le politique (loi, règlement)</b>	<b>Négociation entre acteurs collectifs d'ordre économique (accord-compromis)</b>	<b>Sélection (routine)</b>
Règles de droit	Règles politiques (d'ordre politique)	Conventions collectives étendues par la puissance publique	Common Law (jurisprudentiel)
Conventions		Conventions collectives	Conventions individuelles

Adapté de (Billaudot, France, 2003)

(physique ou psychique) grâce à l'activité d'une instance humaine, spécialement instituée à cet effet, qui force au respect de l'ordre et châtie la violation » pour la règle de droit et « par la chance que, si on s'en écarte à l'intérieur d'un groupe d'hommes déterminé, on s'expose à une réprobation (relativement générale et pratiquement perceptible) » pour la convention (1995 : 68).

(54) A noter que la distinction qui est faite ici entre justification individuelle et justification sociale (commune) n'est pas présente dans l'EC, si ce n'est dans (Boltanski, Chiapello, 1991 : 45) en des termes moins précis, en se proposant alors d'« embrasser » ces « deux dimensions » dans le terme de justification. Ce que certains (Eymard-Duverney, Thévenot) appellent les régimes d'action relève pour moi de ce que j'appelle le degré d'engagement dans l'action, degré qui se manifeste dans la justification individuelle. Je retiens alors les trois degrés de Hannah Arendt (1991) : le « travail » (*animal laborans*) inscrit dans le cycle sans fin de la reproduction du corps biologique, l'« œuvre » (*homo faber*) et l'« action » qui est le degré d'engagement correspondant à un acte dont tout à la fois l'effet est irréversible et la fin est imprévisible (contrairement à ce qu'il en est pour l'*homo faber* qui poursuit une fin dont

Cette forme est stabilisée lorsque les unes et les autres s'accordent. Pour comprendre cette cohérence, il faut se préoccuper de l'espace d'institution, c'est-à-dire introduire la dimension spatiale conférant de l'épaisseur à ce tableau. En effet, ce dernier se décline aux divers niveaux de structuration spatiale concernés (mondial, continental, national, etc.) (57). Un exemple d'incohérence est celui où les conventions individuelles se forment au niveau mondial en remplacement d'anciennes conventions nationales, lors même que les règles politiques et les conventions collectives, auxquelles ces conventions individuelles passées s'accordaient, demeurent essentiellement nationales.

## Conclusion

Cette mise en perspective conduit à parler d'une *division du travail* entre l'EC et la TR. Cette division du travail n'est pas celle dont certains ont parlé au cours des années quatre-vingt-dix, à savoir que l'EC se préoccuperait de construire la micro-économie de la macroéconomie de la TR, cette dernière fournissant en retour à l'EC le cadrage macroéconomique dont elle a besoin. Ce point de vue selon lequel chacune apporterait à l'autre la part qui lui manque (délimitée de cette façon) n'a jamais eu de fondement sérieux ; il a été disqualifié par les développements internes intervenus ultérieurement au sein de chacun des deux programmes. La division du travail qui a eu lieu est autre. Elle concerne la part de l'institutionnel dont s'est préoccupé chaque programme, ici les conventions individuelles communément justifiées, là les compromis politiques. Cette division du travail a produit les résultats que l'on pouvait en attendre. Elle n'est plus de mise aujourd'hui. Les limites rencontrées de part et d'autre ne peuvent pas être levées en conjuguant simplement les deux apports – des apports



qui resteraient confinés dans les approches qui les ont portés. Ces limites doivent être reconnues et comprises comme étant congénitales à ces approches, l'institutionnalisme conventionnaliste d'un côté, un institutionnalisme historique simple de l'autre. Cette *conjugaison* n'est possible que sous l'égide d'un institutionnalisme historique complexe. Un tel positionnement commun se présente comme le point de rencontre de deux trajectoires qui ont des points de départ très éloignés. Autant dire que la fusion des deux programmes n'est qu'un point *en perspective*. Elle n'est pas pour demain.

Cela revient-il à dire que la TR doit se doter d'une théorie de l'action individuelle, en s'appropriant de façon critique l'analyse conventionnaliste en termes de justification, ou faut-il considérer qu'un tel travail relève d'un dépassement de cette théorie ? On laisse cette question ouverte.

L'un des sujets qui devrait favoriser cette convergence est la constitution et la stabilisation de l'institutionnel des organisations en lien avec celui des territoires dans lesquels ces organisations s'inscrivent. En se centrant sur la coordination par les conventions, l'EC a pu ignorer cette distinction en théorie ; en effet, la conceptualisation des règles d'un territoire et celle des règles d'une organisation sont identiques lorsqu'on se limite aux conventions individuelles ; ce n'est plus le cas si on étend l'analyse à l'ensemble des règles, puisque les règles de droit sont spécifiques aux territoires. En se préoccupant de la régulation macroéconomique, mais aussi des dynamiques sectorielles ou territoriales (au sens d'un territoire local compris dans la nation considérée), la TR n'a pas esquivé la reconnaissance d'agents organisés dotés d'une personnalité juridique (entreprises, administrations, etc.) et l'analyse de leur constitution. Mais elle a essentiellement envisagé cette dernière comme étant déterminée par les rapports sociaux dans lesquels ces agents se constituent. La dynamique interne à l'organisation doit être ressaisie, afin de voir comment s'articulent les changements d'organisation et les changements qui s'opèrent aux divers niveaux de structuration spatiale des territoires, notamment en cette période de mondialisation (58). Cela vaut tout particulièrement pour l'organisation primordiale dont se préoccupent les économistes, à savoir l'entreprise et plus précisément la firme, dans un contexte marqué par le déplacement des bases de création d'un avantage compétitif du côté des connaissances. Certains travaux ont été précurseurs en la matière, notamment celui réalisé en commun par Robert Boyer et André Orléan (1991) à propos des conventions salariales. Le travail récent de Michel Aglietta et Antoine Rebérioux (2004) sur les dérives du capitalisme financier est de la même veine, même s'il n'échappe pas, comme le précédent, à un certain collage des deux problématiques qui sont conjuguées.

L'hypothèse est que le dépassement des limites tenant à ce collage passe par une appropriation à la fois de la formule proposée par Commons pour comprendre tout *going concern* (59) et de la distinction qu'il fait entre les

il sait ce qu'elle sera). Je n'analyse pas ici l'articulation entre justification individuelle et justification sociale commune.

(55) Cela revient à s'écarter de la distinction introduite par North (1990) entre institution et organisation. Celle qui est faite ici entre territoire et organisation repose sur l'idée que l'une et l'autre de ces structures sont des *going concern* (Commons, 1934) reposant sur la constitution-conservation d'un patrimoine, celui d'un territoire se composant de ressources publiques et celui d'une organisation, de ressources privées.

(56) Ils servent par ailleurs de langage au rang 3, qui est celui de l'institution des organisations comme unités ayant droit de cité – notamment la firme, pour l'économique. Quand au rang 4 d'institution, il est relatif aux règles de fonctionnement interne de ces organisations.

(57) On laisse de côté la déclinaison sectorielle qui croise la précédente. A un niveau spatial donné, ce sont alors surtout les conventions collectives et les conventions individuelles qui diffèrent quelque peu, au sein de règles politiques communes à tous les secteurs.

(58) A certains égards, l'ouvrage de Boltanski et Chiapello (1999) est une tentative en ce sens, mais elle reste limitée par « l'enfermement » dans la justification commune.

(59) Cette formule combine trois principes d'action collective ou encore trois modalités de règlement de transactions – le *rationing*, le *bargaining* et le *managérial* – formule dans laquelle le *rationing* comprend les deux autres (« la répartition est la caractéristique particulière de l'action concertée qui édicte des règles pour les transactions de management et de marchandage » (1934 : 761)).

règles d'organisation et les règles de société. Cette appropriation menée en IH complexe en partant de l'activité doit permettre de donner toute leur place aux ressources, tout particulièrement aux ressources patrimoniales en convertibilité réciproque avec les deux institutionnels qu'il s'agit d'articuler et qui sont ici publiques (territoire) et là privées (organisation).

## Références bibliographiques

- Aglietta M. (1974), *Régulation du mode de production capitaliste dans la longue période. Exemple des Etats-Unis (1870-1970)*, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Université de Paris 1, 639 p.
- Aglietta M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Levy (nouv. éd. Paris, Odile Jacob, 1997).
- Aglietta M., Orléan A. (1982), *la Violence de la monnaie*, col. Economie en liberté, Paris, PUF.
- Aglietta M., Orléan A. (éds.) (1998), *la Monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob,
- Aglietta M., Orléan A. (éds.) (2002), *la Monnaie : entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.
- Aglietta M., Rebérioux A. (2004), *les Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel.
- Amable B. (2005), *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil.
- Amable B., Palombarini S. (2003), « Une approche néo-réaliste de l'économie politique », Communication au colloque « *Conventions et institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique* », 11-13 déc., Université Paris X-Nanterre.
- Amable B., Palombarini S. (2005), *l'Economie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'agir.
- Arendt H. (1991), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Press Pocket (1<sup>re</sup> édition 1958).
- Arrow K. J. (1973), « Information and Economic Behavior », Lecture to the Federation of Swedish Industries. Publié dans *The Collected Papers*, vol. 4, Basil Blackwell, 1984, p. 136-152.
- Arrow K. J. (1974), *The Limits of Organisations*, New York, Norton (Ed. fr., *les Limites de l'organisation*, Paris, PUF, 1976).
- Baslé M. (1995), « Antécédents institutionnalistes méconnus ou connus de la théorie de la régulation », in Boyer R., Saillard Y. (éds.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, la Découverte.
- Batifoulier P. (sous la dir.) (2001), *Théorie des conventions*, Paris, Economica.
- Berthoud A. (2002), *Essais de philosophie économique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.

- Bessy C., Favereau O. (2003), « Institutions et économie des conventions », *Cahiers d'économie politique*, n° 44, Paris, l'Harmattan.
- Billaudot B. (1996), *l'Ordre économique de la société moderne : un réexamen de la théorie de la régulation*, Coll. Théorie sociale contemporaine, Paris, l'Harmattan.
- Billaudot B. (2001), *Régulation et croissance. Une macroéconomie historique et institutionnelle*, Paris, l'Harmattan, 304 p.
- Billaudot B. (2002), « Patrimoines productifs, secteur et territoire », *Géographie, économie, société*, 4 (2002), p. 259-303.
- Billaudot B. (2004), « Institutionnalismes, rationalisme et structuralisme en science sociale », *Economie et institutions*, n° 4, premier semestre.
- Billaudot B. (2005), « Le territoire et son patrimoine », *Géographie, économie, société*, volume 7, n° 1, janvier-mars, Lavoisier, p. 83-107.
- Billaudot B. et France I. (2003), « La politique économique réglementaire à l'heure du pouvoir de la finance », in Guillemain et alii (dir), *la Démocratie et le marché - Economie et démocratie* vol. II, Paris, l'Harmattan.
- Boltanski L. (2002), « Nécessité et justification », *Revue économique*, mars.
- Boltanski L., Thevenot L. (1987), « Les économies de la grandeur », *Cahiers du CEE*, série Protée, CEE, PUF.
- Boltanski L., Thevenot L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Boltanski L., Chiapello E. (1999), *le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu P. (1980), *Questions de sociologie*, Paris, les Editions de minuit.
- Bourdieu P. (1994), *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.
- Boyer R. (1986), *la Théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, Agalma, la Découverte.
- Boyer R. (1995), « Aux origines de la théorie de la régulation », in Boyer R. et Saillard Y. (eds.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, la Découverte.
- Boyer R. (2002), « La théorie de la régulation à l'épreuve des années quatre-vingt-dix », in Boyer R. et Saillard Y. (eds.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, nouvelle édition, Paris, la Découverte.
- Boyer R. (2003a), « Les institutions dans la théorie de la régulation », *Document de travail Cepremap*, n° 2003-08.
- Boyer R. (2003b), « L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150, décembre.
- Boyer R. (2004a), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?* Odile Jacob, Paris.
- Boyer R. (2004b), *Théorie de la régulation. I. Les fondamentaux*, coll. Repères, Paris, la Découverte.
- Boyer R. (2005), « La théorie de la régulation », (entretien N. El Aoufi), *Critique économique*, n° 15, Printemps 2005, Rabat.
- Boyer R. et Orlean A. (1991), « Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire », *Revue économique* n° 2, mars.
- Boyer R. et Saillard Y. (1995), « Un précis de la régulation », in Boyer R. et Saillard Y. (eds) *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, la Découverte.
- CEPREMAP-CORDES (1977), « Approches de l'inflation : l'exemple français », *Rapport de la convention de recherche*, n° 22/176, déc.
- Chanteau J.-P. (2003), « La dimension socio-cognitive des institutions et de la rationalité : éléments pour une approche holindivualiste », *l'Année de la Régulation*, vol. 7, 2003-2004, p. 49-92.
- Commons J. R. (1931), « Institutional Economics », *The American Economic Review* vol. XXI, n° 4. Trad. fr. [1999], *Géographie, économie et société*, vol. 2 et [2001], *Cahiers*

- d'économie politique*, n° 40-41, l'Harmattan, p.287-296.
- Commons J. R. (1934), *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, The University of Wisconsin Press, 1959, 2 vol. (1<sup>re</sup> ed. 1934, Macmillan).
- Coriat B. et Weinstein O. (2005), « La construction sociale des marchés », *la Lettre de la régulation*, n° 53, septembre.
- Defalvard H. (1992), « Critique de l'individualisme méthodologique revu par l'économie des conventions », *Revue économique*, n° 1, janvier, p. 127-143.
- Defalvard H. (2000), « L'économie des conventions à l'école des institutions », *Document de travail*, Noisy-le-Grand, Centre d'étude de l'emploi, n° 2, juillet.
- Descombes V. (1979), *le Même et l'autre*, Paris, Editions de Minuit.
- Descombes V. (1996), *les Institutions du sens*, Paris, Editions de Minuit.
- Dosse F. (1995), *l'Empire du sens : l'humanisation des sciences humaines*, Paris, la Découverte.
- Dupuy J.-P., Eymard-Duvernay F., Favereau O., Orléan A., Salais R., Thevenot L. (1989), « L'économie des conventions », *Revue économique*, vol. 40 n° 2, mars.
- Eymard-Duvernay F. (1989), « Conventions de qualité et formes de coordination », *Revue économique*, numéro spécial « Economie des conventions », mars, vol. 40, n° 2, p. 329-359.
- Eymard-Duvernay F. (2004a), « L'encadrement juridique du licenciement mis en question par les économistes », *Connaissance de l'emploi - Centre d'études de l'emploi*, n° 6, août.
- Eymard-Duvernay F. (2004b), *l'Economie politique de l'entreprise*, coll. Repères, Paris, la Découverte.
- Favereau O. (1989), « Marchés internes, marchés externes », *Revue économique*, numéro spécial « Economie des conventions », vol. 40, n° 2, mars, p. 273-329.
- Favereau O. (1995), « Conventions et régulation », in Boyer R. et Saillard Y. (dir), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, la Découverte.
- Favereau O. (2001), « L'économie du sociologue ou penser (l'orthodoxie) à partir de Pierre Bourdieu », in Lahire B. (dir.), *le Travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques*, la Découverte/poche, Paris, p. 255-314.
- Favereau O. (2004), « Economie des conventions » (entretien M. Bensaïd), *Critique économique*, n° 12, Hiver-printemps.
- Godard O. (2004), « De la pluralité des ordres – Les problèmes d'environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification », *Géographie, Economie, Société*, volume 6, n° 3, juillet-septembre, Lavoisier, p. 303-330.
- Hall P. et Taylor R. (1996), « Political Science and the Three New Institutionnalisms », *Political Studies*, dec. (trad.fr. : (1997), « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3-4, juin-août, p. 469-495).
- Jeammaud A. et Lyon-Caen A. (1986), *Droit du travail, démocratie et crise*, Arles, Actes Sud.
- Lewis D. (1969), *Convention. A Philosophical Study*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Livet P. et Thévenot L. (1994), « Les catégories de l'action collective », in Orléan A. (dir), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF.
- Lipietz A. (1988), « La trame, la chaîne et la régulation : un outil pour les sciences sociales », *Document de travail Cepremap*, n° 8816.
- Lipietz A. (1995), « De la régulation aux conventions : le grand bon en arrière », in « Théorie de la Régulation, Théorie des conventions », *Actuel Marx*, n° 17, premier semestre, p. 39-48.

- Lordon F. (1997), *les Quadratures de la politique économique*, Albin Michel, Paris.
- Lordon F. (2000), « La création de valeur comme rhétorique et comme pratique », *l'Année de la Régulation*, vol. 4, la Découverte, Paris, p. 115-164.
- Lordon F. (2003a), « Conatus et institutions : pour un structuralisme énergétique », *l'Année de la Régulation*, vol. 7, 2003-2004, p.111-146 .
- Lordon F. (2003b), « Revenir à Spinoza dans la conjoncture intellectuelle présente », *l'Année de la Régulation*, vol. 7, 2003-2004, p. 147-166.
- Moureau N. et Sagot-Duvaurox D. (2003), « La construction sociale d'un marché : l'exemple du marché des tirages photographiques », *Communication au colloque « Conventions et institutions »*, 11-13 déc., Université Paris X-Nanterre.
- North D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Orléan A. (1989), « Pour une approche cognitive des conventions économiques », *Revue économique*, volume 40, n° 2, mars, p. 241-272.
- Orléan A. (1994), « Vers un modèle général de la coordination économique par les conventions », in Orléan A. (dir), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF (Nouvelle édition, Quadrige, Paris, PUF, 2004).
- Parti communiste français (1971), *Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, Paris.
- Petit P. (2005), *Croissance et richesse des nations*, coll. Repères, la Découverte, Paris.
- Piaget J. (1968), *le Structuralisme*, Paris, PUF.
- Polanyi K. (1986), « La fallace de l'économisme », *Bulletin du MAUSS*, n° 18, mai.
- Postel N. (2003), *les Règles dans la pensée économique contemporaine*, Paris, CNRS Editions, 260 p.
- Postel N. et Sobel R. (2001), « L'impensé de l'hétérodoxie économique française », *les Temps modernes*, n° 615-616, sept.-oct., p. 321-346.
- Rawls J. (1987), *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil (tr. fr. de *A Theory of Justice*, The Belknap of Harvard University, 1971).
- Rawls J. (1993), *Justice et démocratie*, Seuil, Paris.
- Ricoeur P. (1995), « La place du politique dans une conception pluraliste des principes de justice », in Joëlle Affichard, Jean-Baptiste de Foucauld (dir), *Pluralisme et équité*, Commissariat du Plan, Paris, Editions Esprit, p. 71-84.
- Salais R. (1994), « Incertitude et interactions de travail : des produits aux conventions », in Orléan A. (dir), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF ( Nouvelle édition, Quadrige, Paris, PUF, 2004).
- Salais R. (1998), « A la recherche du fondement conventionnel des institutions », in Salais R., Chatel E. et Rivaud-Danset D. (dir), *Institutions et conventions*, Paris, Editions de l'EHESS.
- Salais R. et Storper M. (1993), *les Mondes de production*, Paris, Editions de l'EHESS.
- Salais R. et Thévenot L. eds. (1986), *le Travail. Marchés, règles, conventions*, Paris, Economica.
- Schelling T. (1960), *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1980.
- Servais O. (2003), « Dispositions et détermination de l'action dans la théorie de la régulation », *Economie et Institutions*, n° 3, 2<sup>e</sup> semestre, p. 29-73.
- Simmel G. (1987), *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF [trad. fr. de *Philosophie des Geldes*, 1977, Dunker & Humblot, Berlin].
- Srinivasan R. (1984), *Entretiens avec Svami Prajnanpad*, Paris, l'Originel.
- Théret B. (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique : esquisse d'une théorie régulationniste de l'Etat*, Paris, PUF.

- Théret B. (1995), « Etat, finances publiques et régulation », *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, la Découverte.
- Théret B. (1999), « L'effectivité de la politique économique : de l'autopoièse des systèmes sociaux à la topologie du social », *l'Année de la régulation*, volume 3, p. 127-168.
- Théret B. (2000a), « Institutions et institutionnalismes : vers une convergence des conceptions de l'institution ? », in Tallard M., Théret B. et Uri D. (dir.), *Innovations institutionnelles et territoires*, Paris, l'Harmattan.
- Théret B. (2000b), « Nouvelle économie institutionnelle, Economie des conventions et théorie de la régulation : vers une synthèse institutionnaliste ? », *la Lettre de la régulation*, déc., p. 1-4.
- Théret B. (2001), « Saisir les faits économiques : la méthode Commons », *Cahiers d'économie politique*, n° 40-41, l'Harmattan, p. 79-137.
- Théret B. (2003a), « Institutionnalismes et structuralismes : oppositions, substitutions ou affinités électives ? », *Cahiers d'économie politique*, n° 44, l'Harmattan.
- Théret B. (2003b), « Structure et modèles élémentaires de la firme : une approche hypothético-déductive à partir des *Insights* de John R. Commons », *Economie et institutions*, n° 2, 1<sup>er</sup> semestre 2003, p. 141-166.
- Ughetto P. (2003), « Action et interprétation : les bases d'un rapprochement paradigmatique au sein des analyses hétérodoxes », *Forum de la régulation* 2003, oct., Paris.
- Weber M. (1995), *Economie et société*, Paris, Agora pocket, Plon.
- Wuhl S. (2002), *l'Egalité. Nouveaux débats*, Paris, PUF.